

## Les controverses en URSS sur les réformes

### M. Mikhaïl Gorbatchev renvoie dos à dos la « droite » et la « gauche »

#### Recentrage

La vie politique à Moscou a aussi ses « discours de rentrée » rassemblés à s'y méprendre aux « cérémonies des vœux » et autres rituels qui nous sont familiers en ce début d'année. C'est à un exercice de ce type que M. Gorbatchev s'est livré en recevant au Kremlin ce que l'on appellerait ailleurs les « faiseurs d'opinion ».

Le fait qu'il ait fallu attendre cinq jours pour prendre connaissance des propos échangés à cette occasion donne à penser que la mise au point de la version officielle n'est pas allée sans mal, mais aussi que l'événement est jugé important. Ne dit-on pas depuis des mois à Moscou qu'après une période initiale de « réajustement » la « perestroïka » (restructuration) est entrée dans sa phase « cruciale » et que les deux prochaines années seront « décisives » pour l'avenir de l'URSS comme du socialisme ?

O c'est un Mikhaïl Gorbatchev « recentré » qui apparaît à cette occasion, nettement moins audacieux que celui qui, il y a un an, étonnait le monde entier en lançant sa politique de démocratisation et de « glasnost » (transparence) après avoir libéré Sakharov et plusieurs dissidents. Le secrétaire général adopte lui-même qu'il lui faudra peut-être « battre en retraite » devant certaines obstacles ou erreurs. Surtout, il prend soin de se situer à égale distance des conservateurs « de droite » et des « sceptiques » de la « perestroïka ».

Ses allusions répétées - encore qu'indirectes - au cas de Boris Eltsine, le très dynamique chef moscovite du parti, escamoté en novembre dernier à la faveur des orthodoxes de l'appareil, confirment que cette crise n'est pas encore tout à fait surmontée, qu'elle sort de point de référence au « juste milieu » adopté depuis lors.

Deux autres considérations limitent la portée de cette nouvelle allocation du secrétaire général. Comme ses prédécesseurs, celui-ci gouverne par le verbe libéré, dès lors qu'il s'agit de réformes, l'on peut se demander dans quelle mesure ses exhortations à l'adresse de ces autres artisans du verbe que sont les rédacteurs en chef et intellectuels sont en prise sur la réalité.

Que pensent de tout cela les fonctionnaires du parti, les gestionnaires de l'économie et autres bureaucrates qui, eux, assurent la direction quotidienne des affaires concrètes ? Les vives critiques formulées par la presse contre les inertes administratives après la mise en route de la réforme économique au début de ce mois n'ont-elles pas débouché sur l'optimisme.

En second lieu, il faut tenir compte du rôle de plus en plus important joué par le numéro deux du parti, M. Ligatchev. Ce dernier avait causé quelque sensation en révélant, dans l'introduction qu'il a accordé au « Monde » au début de décembre, qu'il présiderait les séances du secrétariat du parti et dirigeait l'ensemble de l'activité de cet organisme capital.

Que cette situation soit récente ou qu'elle remonte à plusieurs années, comme on l'a assuré par la suite à Moscou, il reste que le « numéro deux » est en fait le « secrétaire général bis » dont les attitudes (en les occurrences consacrées aux questions de culture et d'histoire) pèsent très fortement dans la balance. Une influence qui n'est certainement pas étrangère au « recentrage » de M. Gorbatchev.

M 0147 - 01140 - 4,50 F  
3790147004500 01140

Le secrétaire général du PC d'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, a analysé dernièrement devant les responsables des médias soviétiques les difficultés auxquelles se heurte sa politique de réforme, renvoyant dos à dos la « droite » et la « gauche », autrement dit les conservateurs et ceux qui veulent aller trop vite.

Le chef du Kremlin a estimé que si des « erreurs » pouvaient être commises, elles ne sauraient empêcher d'aller de l'avant. Il a en outre laissé entendre que le débat sur l'histoire - en particulier sur la période stalinienne - se poursuivrait.

#### MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Tenir tête - à la droite comme à la gauche - c'est l'image qu'a voulu donner de sa politique M. Mikhaïl Gorbatchev au cours d'une rencontre avec les responsables de la presse et de la création artistique, organisée au comité central le 8 janvier, et dont la Pravda a rendu compte sur trois pages mercredi 13 janvier.

Quatrième de genre depuis l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev depuis 1985, cette réunion s'est ouverte à 11 heures du matin et s'est poursuivie pendant près de sept heures, interrompue de deux heures selon le

rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou, M. Egor Yakolov. Le numéro un soviétique a fait un discours d'introduction, puis a répondu aux questions et écouté les remarques de treize intervenants, d'après le compte rendu de la Pravda, avant de clore lui-même la réunion.

Face à une centaine de participants, plusieurs membres du bureau politique dont le numéro deux du régime, M. Egor Ligatchev, étaient présents au côté de M. Gorbatchev, ainsi que des secrétaires au comité central, parmi lesquels M. Anatoli Dobrynine.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 4.)

## Le financement de la vie politique

### Le projet de loi ne limite pas les dons privés aux partis

M. François Mitterrand s'est entretenu avec M. Jacques Chirac, le mercredi 13 janvier, avant le conseil des ministres, de deux projets de loi relatifs au financement des campagnes et des partis politiques que le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a présentés ensuite au conseil. Ces textes prévoient notamment les modalités d'un financement public des partis, mais aucune disposition relative aux dons privés dont ceux-ci peuvent bénéficier. Les socialistes, favorables au financement public, souhaitent la disparition ou la réglementation stricte des financements privés.



Lire Fanalyse des projets gouvernementaux en page 9

## Les expulsions d'Iraniens

Le tribunal administratif se prononcera sur les demandes de « sursis à exécution ».

PAGE 10

## Les troubles dans les territoires occupés

La réaction des colons israéliens.

PAGE 3

## Banques européennes

La Commission de Bruxelles prépare la libération des conditions d'installation à l'intérieur de la CEE.

PAGE 27

## Les fausses factures de Nancy

M. Michel Bouriez, président de la chambre de commerce de Meurthe-et-Moselle, inculpé et écroué.

PAGE 32

Le sommaire complet se trouve en page 32

## L'ENQUÊTE : la mise en place de la machine électorale aux Etats-Unis

### Précampagne à l'américaine

#### WASHINGTON

de notre correspondant

La campagne électorale américaine n'en est qu'à ses balbutiements - le successeur de M. Reagan ne sera élu qu'en novembre, - mais déjà les candidats - bégayant, répétant mécaniquement des arguments, ont fait entendre, tandis que le public semble modérément intéressé par le spectacle.

La route est encore bien longue, qui mène aux « conventions » démocrate et républicaine, cet été, puis à l'affrontement final des champions de chaque camp. Mais les candidats à l'investiture s'échauffent depuis si longtemps déjà (près d'un an) que la plupart paraissent essouffés avant même le vrai départ, avant de franchir les premières haies, les premières « primaires », au mois de février.

Ce devrait pourtant être la plus belle des campagnes, l'élection la

plus ouverte, puisque, pour la première fois depuis vingt ans, l'occupant de la Maison Blanche n'y participe pas : M. Reagan arrive au terme de ses deux mandats, le maximum autorisé par la Constitution. Et le choix de son successeur devrait en toute logique être déterminé pour l'avenir des Etats-Unis.

Le pays veut-il continuer à courir sur sa lancée, dopé pour longtemps d'optimisme « reaganien », ou bien les Américains préfèrent-ils se soucier, à nouveau, d'intendance ? Le choix est immense : faut-il un président pour exalter la liberté dans le monde, ou la justice sociale aux Etats-Unis ? La « guerre des étoiles », qui se veut une « paix des étoiles », ou une place au soleil pour tous les Américains ? Le dollar et le déficit budgétaire, le SIDA et la Contra, la tragédie du Proche-Orient... : le champ est libre pour toutes les idées, toutes

les esquisses de solutions. Toutes les esquives aussi, car, pour d'évidentes raisons, les candidats hésitent à se jeter à l'eau, et, avant-goussément dressés au bord de la piscine, laissent admirer leur musculature, font et refont l'impressionnant inventaire de leurs qualités personnelles, de leur caractère, leur aptitude à diriger... « Leadership, leadership », c'est le refrain commun, le mot magique qui inonde tous les discours.

Pour le reste, les questions concrètes, les choix politiques, la prudence est de mise : « Le public sait très bien à présent que la plupart de ces hommes ne prononcent pas une syllabe sans avoir consulté leurs conseillers ou examiné les sondages d'opinion », écrit récemment le Wall Street Journal.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 7.)

## POINT DE VUE : au-delà des affaires

### Le dérèglement de l'Etat

par Pierre Messmer  
président du groupe RPR  
de l'Assemblée nationale

L'année 1987 aura été marquée par ce qu'on appelle « les affaires ». Naturellement, l'opinion a été attentive à leur côté sombre, argent public ou privé détourné par tel ou tel au profit supposé de ceux-ci ou de ceux-là. Je n'en dirai rien, non seulement parce que la justice est saisie et qu'il lui revient d'instruire et de juger, hors de toute pression, mais aussi parce que ces détournements sont, à mon avis, moins une cause que l'effet de désordres graves dans le fonctionnement de l'Etat. C'est cela qui est important et c'est sur cela que je veux insister.

Il y a eu défaillance des gouvernements en exercice au moment où les fautes ont été commises. Le ministre de la défense, alors Charles Hernu, avant d'en assumer courageusement la responsa-

bilité, a longtemps soutenu qu'il ne savait rien du sabotage du Rainbow Warrior par les agents de la DGSE, placés sous son autorité. Le président de la République et le premier ministre, à les croire, en ignoraient tout. Pour invraisemblables qu'elles soient, acceptons ces affirmations, qui sont de pratique courante dans tous les pays lorsqu'il s'agit des services secrets, et bornons-nous à constater que les conséquences de cette malheureuse affaire ont été aggravées par les fausses manœuvres du gouvernement.

Mais, quand le même ministre de la défense soutient qu'il n'a jamais eu connaissance d'un trafic illégal de munitions à destination de l'Iran, lequel semble s'être poursuivi pendant trois ans et avoir porté sur plusieurs centaines de milliers d'obus, il s'enferme dans un terrible dilemme. S'il est vrai qu'il ne savait pas, il avoue que son autorité était peu respectée puisque son administration pouvait se livrer librement et impunément à des irrégularités graves et répétées. S'il ment, c'est qu'il a mené sciemment une politique contraire à celle du chef de l'Etat, qui avait « donné au ministre de la défense, et donc aux administrations, la directive de ne rien vendre à l'Iran » (M. F. Mitterrand sur RTL, le 16 novembre), et des gouvernements auxquels il appartenait. Dans l'une et l'autre hypothèse, il est coupable et ne mérite aucune circonstance atténuante.

Dans un ministère très différent par son organisation et ses missions, l'affaire dite du Carrefour du développement conduit à des conclusions comparables : ou bien le ministre, M. Christian Nucci, a été imprudent, et il n'est pas digne de sa fonction, ou bien les irrégularités commises avaient reçu son aval, et il mérite le sort qui lui est fait. Les responsabilités ne s'arrêtent pas au niveau des ministres concernés. Elles remontent plus haut.

(Lire la suite page 9.)

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

#### Le temps des musées

Grands et petits, généralistes ou spécialisés, publics ou privés, les musées sont aujourd'hui près de deux mille en France. Et leur nombre va s'accroissant. Ils s'intéressent à tous les domaines, et attirent de plus en plus de monde. Vendredi 16 janvier, au Grand Palais, le Salon international des musées et des expositions ouvrit ses portes.

Pour la première fois, les musées se présentent dans des stands de telle sorte peuvent le faire, dans ce lieu, édifices et marchés d'art. Cette manifestation, qui sera largement orchestrée par les médias, est le signe que nous sommes entrés dans l'ère des musées.

Pages 15 à 21

Bertrand Visage  
Angelica  
75 F  
Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Irlande, 90 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 f.; Portugal, 120 esc.; République, 335 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,60 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكنا من الاصل



# Proche-Orient

## Les troubles dans les territoires occupés par Israël

### M. Goulding, secrétaire général adjoint de l'ONU, interdit d'enquête dans les camps palestiniens de Gaza

Un conseil ministériel extraordinaire de la Ligue arabe consacré à la situation dans les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza se tiendra le 24 janvier à Tunis. La Ligue avait demandé le 25 décembre dernier cette réunion en vue d'examiner « les politiques et pratiques sionistes inhumaines dont sont victimes les populations des territoires occupés ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, aura fait son rapport au Conseil de sécurité sur la situation dans les territoires occupés avant cette réunion. Son représentant spécial, M. Murrack Goulding, se trouve actuellement en Israël à cette fin.

Le gouvernement américain a d'ailleurs exprimé l'espoir que le gouvernement israélien permettra à M. Goulding, secrétaire général adjoint de l'ONU, qui enquête sur la situation dans les territoires occupés, d'accomplir sa mission. En revanche, les responsables des Nations unies se sont abstenus de tout commentaire sur l'interdiction faite à M. Goulding de visiter deux camps palestiniens de la bande de Gaza.

JÉRUSALEM de notre correspondant

La secrétaire général adjoint des Nations unies, M. Murrack Goulding, devait quitter jeudi 13 janvier une visite de plusieurs camps de réfugiés en Cisjordanie, après l'expérience plutôt malheureuse qu'il a eue la veille dans la bande de Gaza. M. Goulding se trouve en mission dans les territoires à la suite du vote par le Conseil de sécurité, le 22 décembre, d'une résolution dénonçant les méthodes d'Israël en matière de maintien de l'ordre. Le secrétaire général adjoint a pu constater mercredi que les autorités israéliennes n'entendaient pas lui faciliter la tâche. Alors qu'il se présentait, dans la matinée, à l'entrée de deux des camps de la bande de Gaza, ceux de Jabalya et de Shati, il s'est vu, poliment mais fermement, repoussé par des soldats « zone militaire ».

Des militants déçus

Escorté d'un long convoi de journalistes et de collaborateurs, il s'est alors dirigé vers le seul des huit camps de réfugiés de Gaza à ne pas être sous couvre-feu, celui de Muzai. Là, ce n'était pas l'armée qui faisait obstruction, mais plusieurs centaines de jeunes Palestiniens qui manifestaient derrière un barrage de bidons d'huile enflammés. De peur de provoquer une émeute, M. Goulding a préféré rebrousser chemin pour aller rencontrer plusieurs personnalités locales, des avocats et l'ancien maire des réfugiés de Gaza, M. Rached Shawa, qui s'est amèrement plaint des conditions d'existence faites à la population du plus petit des territoires occupés par Israël.

M. Goulding s'est ensuite entretenu avec M. Rabin, ministre de la défense, qui a catégoriquement rejeté les critiques formulées par l'ONU à l'encontre de l'armée israélienne. Le quotidien *Masriv* (indépendant) estimait, pour sa part, qu'il était naïf de penser que les

militants islamistes et ceux de l'OLP ne feraient pas tout pour faire de la visite de M. Goulding une journée de manifestations spontanées.

L'armée israélienne continuait à se déployer massivement dans la bande de Gaza, où la situation reste toujours agitée. Les incidents paraissent cependant avoir quelque peu changé de nature. Ces derniers vingt-quatre heures, ce sont moins des manifestants que des militants déçus qui ont affronté l'armée. Mercredi, un Palestinien a été tué dans le sud du territoire de Gaza, à Rafah, après qu'il eut attaqué un soldat à coups de poignard. L'armée a indiqué que la victime était un homme âgé de trente ans, appartenant au mouvement clandestin Djihad islamique (intégristes musulmans) et déjà condamné à des peines de prison.

Dans le camp de Jabalya, l'armée a indiqué qu'elle avait ouvert le feu contre un groupe de jeunes qui avaient attaqué une patrouille à coups de pierres, de bouillottes et armes de bris-croûtes. Cinq Palestiniens ont été blessés par balles.

En Cisjordanie, la grève était toujours largement suivie, de même qu'à Jérusalem-Est, la partie arabe de la capitale. Cependant, quatre des neuf Palestiniens à être sous le coup d'un arrêté de banissement (comme c'est très souvent le cas) de rendre publiques les charges retenues contre leurs clients. Ils ont souligné qu'il était alors inutile d'aller plus loin dans une procédure dont le seul objet était de donner un caractère de légalité à une sanction ne relevant pas de la justice, mais de l'intimidation.

Les quatre hommes ne feront pas non plus appel devant la Cour suprême (qui n'a jamais casé une décision de banissement) et pourraient donc être expulsés dès la semaine prochaine.

Al. Fr.

### M. Cheysson : « Nous sommes en pleine tragédie grecque »

Hôte de la presse diplomatique, M. Claude Cheysson n'a pas mâché ses mots, le mardi 12 janvier, pour dire ce qu'il pensait de la manière dont ont été traités les réfugiés iraniens expulsés de France : « Je me suis senti humilié. Quelle honte ! Celui-ci vitait pas là, alors on a pris un Turc qui passait par là... Il est heureux qu'un gouvernement légitime se soit comporté ainsi ».

Interrogé un peu plus tôt sur la situation dans les territoires occupés par Israël, l'ancien ministre des relations extérieures s'est exprimé avec le même vigueur. Ce qui se passe actuellement, dit-il, confirme que « le contrôle des territoires occupés par la force n'est pas une solution acceptable ». Évoquant le souvenir d'Anschitz, il ajoute : « Que ce soit des juifs qui doivent avoir recours à

des méthodes de violence pour réprimer un peuple a quelque chose de dramatique. Nous sommes en pleine tragédie grecque ». Il fait, dit encore M. Cheysson, que « quel qu'un parle au nom des Palestiniens. Si l'OLP n'existe pas, il faudrait l'inventer ».

Parmi bien d'autres sujets, M. Cheysson répond encore à des questions sur le désarmement et la coopération en Europe. L'accord de Washington sur les missiles intermédiaires est « une bonne nouvelle » dont les Européens doivent « savoir profiter ». L'option triple zéro, sur l'élimination des engins nucléaires à très courte portée ? Elle concerne des armes qui sont « des solutions inutilisables » car « peut-on imaginer qu'un commandement national ou atlantique soit le premier à utiliser des armes nucléaires » sur le sol allemand ?

La coopération militaire entre la France et l'Allemagne ? « Je ne pense pas que le sujet militaire puisse être traité en priorité... Il y a d'abord les réalités économiques, monétaires, sociales. La véritable force de frappe, sur ce terrain, est en Allemagne... La défense, aujourd'hui, est économique et monétaire, pas nucléaire ».

M. Genscher en Syrie. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, se rendra cette semaine en Syrie. Initialement prévu du jeudi 14 au samedi 16 janvier, la visite de M. Genscher a dû être raccourcie de vingt-quatre heures pour des raisons de calendrier et ne commencera donc que vendredi. — (AFP.)

### Pour les colons de Cisjordanie, il est inconcevable de quitter « cette terre sacrée »

JÉRUSALEM de notre correspondant

Le village s'appelle Kyriat-Arba. Comment vit-on ces journées de tournées ici, à Kyriat-Arba, au cœur de la Cisjordanie occupée, dans cette implantation de tendance Gush Emounim (gauchistes nationalistes), à deux pas de Hébron ? Comment réagit-on à la révolte des Palestiniens, lorsqu'on est, au premier chef, concerné par le grand débat qui agite le monde politique de Jérusalem : maintien des territoires dans l'ensemble israélien ou compromis territorial comme le proposent les travaillistes ? En somme, que pensent ces colons, messianiques, militants du Grand Israël ?

La région a été relativement peu touchée par la vague de violence. Pourtant, dans le bus 60 qui conduit de Jérusalem à Kyriat-Arba, ce mercredi 12 janvier, on sent une certaine appréhension. Il n'y a ni gardes ni précautions de sécurité particulières. Simplement, devant le camp de réfugiés de Dehaishe, passé Bethléem, puis devant celui de Dal-Karroub, on tire à chaque fois les rideaux. Pour ne pas voir ou pour se protéger des jets de pierres ? Un peu des deux sans doute. Car, même si l'on se refuse à donner crédit aux descriptions « apocalyptiques » de la presse

étrangère, on reconnaît que le climat a changé.

Ilana Polac, trente-quatre ans, médecin, nouvelle arrivée (elle habitait au nord de la mer Morte), se refuse à dramatiser. « Mais, tout de même, dit-elle, ce n'est pas très drôle ; avant les incidents, les jets de pierres étaient sporadiques. Depuis un mois, c'est tous les jours, et il y a des blessés ».

« Je n'ai pas d'autre pays »

Ilana est choquée par le procès fait aux forces de l'ordre israéliennes : « Les soldats sont patients, ils ne tirent que sur ordre. C'est une des armées les plus disciplinées du monde. Et les Palestiniens ? De la fenêtre de son modeste appartement — un HLM bon genre, — le docteur Polac contemple les collines de Judée : « Nous sommes ici, explique-t-elle, parce que pour nous c'est une terre sacrée. On est à quelques mètres du tombeau des prophètes (à Hébron), et les juifs et les musulmans sont là à se haïr alors qu'ils prient au même endroit ». La réponse est évidemment plus sentimentale que politique, mais elle témoigne d'une conviction solide-

ment établie à Kyriat-Arba : il est inconcevable qu'on « nous demande un jour de quitter « cette terre sacrée ».

La perspective d'un éventuel compromis territorial est définitivement étrangère aux habitants de Kyriat-Arba comme aux quelque soixante mille Israéliens installés en Cisjordanie. C'est une donnée que même les travaillistes ne peuvent ignorer. « Je ne peux pas le concevoir, je n'ose même pas y penser », commente avec effarement Danièle, autre médecin de Kyriat-Arba, installée sur ces collines depuis sept ans. Danièle a son histoire et elle tire « ses » leçons. « Je suis née à Constantine, dit-elle : j'avais trois ans quand il a fallu partir, en 1961, et je trouvais que de Gaulle avait raison de donner l'indépendance aux Algériens. Ici, je ne peux pas penser de la même façon, car c'est mon pays et je n'en ai pas d'autre ». Pourquoi ne pas vivre à Tel-Aviv ? Réponse tout aussi personnelle : « Les gens de Tel-Aviv sont des matérialistes. Ils ont oublié ce qu'était l'essence d'Israël. Autant vivre à Paris. Et puis, comme je l'ai dit un jour à un ami de Tel-Aviv, et si c'était à vous qu'on demandait de rendre des territoires... »

Dans l'esprit de Danièle, la réponse est une boucane. Pour M. Elkim Haatzni, elle touche au cœur du problème. M. Haatzni, la soixan-

taine combative, est un des fondateurs de l'implantation. Militant du parti d'extrême droite Teyhna, dirigeant du Conseil des implantations de « Judée Samarie et Gaza », il tient un discours dont on peut discuter les fondements politiques mais qui est très révélateur d'une ligne de fracture profonde dans la société israélienne. M. Haatzni se dit fatigué d'entendre la gauche faire porter aux colons toute la responsabilité de la situation actuelle ; fatigué de cette « dialectique primaire » qui distingue « entre le bel Israël de 1949 et l'horrible Israël de 1967 » — après l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie.

« Ce qui s'est passé ces derniers mois, observe-t-il, c'est une révolte de la population des camps de réfugiés, des gens de Balata (près de Naplouse) qui viennent de Jaffa, ou de ceux de Jabalya (à Gaza) qui viennent d'Ashdod ou d'Ashkelon. Ces gens-là ne veulent pas de Kyriat-Arba ».

Et, campant sur cette ligne de défense très particulière, M. Haatzni ne veut envisager d'autre solution que celle d'accorder une large autonomie administrative aux Palestiniens des territoires. En attendant, il est trop tôt pour s'interroger, « Je me souviens, dit-il, d'une couverture de Time, il y a quelques années — la Cisjordanie en flammes ».

ALAIN FRACHON.

## Un trop grand succès EN TROIS SEMAINES 2800 BIBLIOPHILES DÉVALISENT LA LIBRAIRIE JEAN DE BONNOT

L'éditeur est obligé de suspendre ses « offres gagnantes » proposées dans la presse (voir entre autres Le Monde des 4, 10 et 17 novembre 1987 et Figaro Magazine du 28 novembre 1987).

Pourtant, la nature de ces offres gagnantes n'avait été révélée dans un courrier ultérieur qu'aux personnes bien avisées qui avaient rempli et envoyé le coupon-réponse de l'annonce. On peut le dire maintenant, il s'agissait de livres gratuits et d'autres avantages de même intérêt.

Personne ne s'attendait à un succès aussi vif et les retardataires encore une fois ne purent être servis. Notre offre n'était valable que dans la limite du nombre de volumes consacrés à cette opération menée pour faire connaître la qualité des éditions d'art Jean de Bonnot. Nous sommes donc obligés de suspendre notre offre comme nous nous en réservons le droit. Ce communiqué en avise les lecteurs de l'annonce.

Jean de Bonnot est désolé de ne pouvoir satisfaire les dernières demandes. Il prie donc les retardataires malchanceux d'agréer ses excuses et de se faire connaître en lui retournant le coupon-réponse ci-dessous. Il fera en sorte de leur proposer prochainement une compensation.

Le succès croissant des livres d'art édités par Jean de Bonnot explique l'intérêt des bibliophiles pour un éditeur qui a toujours proposé des ouvrages d'une qualité raffinée : textes intégraux de haute tenue, reliure plein cuir, décor à l'or véritable, papier vergé chiffon fabriqué à l'ancienne, illustrations rares et précieuses...

Nous savons que nous avons de fervents lecteurs, mais nous ne pensions pas qu'ils étaient aussi nombreux. Merci encore pour vos encouragements et à très bientôt.

Jean de Bonnot

### COUPON-RÉPONSE

à envoyer à Jean de Bonnot, 7 Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08.

J'ai vu vos annonces dans la presse et j'avais l'intention d'y répondre. Malheureusement je ne l'ai pas fait à temps et je n'ai donc pas pu obtenir le livre gratuit que vous m'auriez offert par la suite.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_



صكنا من الالهي



# Europe

## ITALIE

### Les partis politiques en quête d'une solution de rechange au gouvernement Gorla

De plus en plus insatisfaits du manque de marge de manœuvre dont dispose l'équipe au pouvoir pour s'attaquer aux réformes dont le pays a besoin, les dirigeants démocrates-chrétiens espèrent obliger le chef du Parti socialiste italien, l'ancien premier ministre Bettino Craxi, à reconsidérer son refus de participer à un gouvernement qui dirigerait l'ancien président de la DC, M. De Mita. Réunis, mardi 12 janvier, en séminaire, ceux-ci se sont cachés pas de considérer que les jours du jeune premier ministre actuel, M. Giovanni Gorla, étaient désormais comptés.

ROME de notre correspondant

En ce début d'année, une raison tend à créer un climat de fin de règne autour du jeune chef de gouvernement démocrate-chrétien : la consistance que prend depuis quelques semaines dans la classe politique le thème de la réforme constitutionnelle. (Le Monde) du 31 décembre) pousse les états-majors à évaluer d'autres solutions que celle, précaire dès le départ, du gouvernement que dirige M. Gorla depuis l'été dernier.

Si les réflexions menées sur d'éventuelles modifications des règles du jeu (par exemple celle du système électoral proportionnel) par les trois principaux partis (démocrate chrétien, PC et PS) devaient prendre un peu de corps, ce n'est pas un cabinet de coalition sur un programme très strictement délimité qui pourrait mener l'affaire à bien. Même si les modifications à venir ne devaient pas toucher la Constitution, l'évidence politique aussi bien que la tradition assez consensuelle de la péninsule imposeraient un accord des trois grandes formations - populaires - Il est dès lors tentant de passer le gouvernement Gorla par profits et pertes - en lui accordant un surcoût pendant : le temps de voter le budget 1988, qui, à cette mi-janvier, est encore assez loin de la ligne d'arrivée.

Un incident de parcours dans la course d'obstacles qui constitue le débat sur la *finanziaria*, le mardi 12 janvier, fait bruiser le palais : un décret-loi visant à créer un fonds pour l'entretien des locaux à partir de cotisations patronales, nappées destinées à la création de logements populaires, a été bloqué par le Parlement à qui le gouvernement demandait d'en faire une loi. Le ministre du travail, M. Renato Formica - membre influent du Parti socialiste au sein du gouvernement, - qui défendait ce projet, a aussitôt accusé de cet échec une conjonction contre nature d'opposants communistes et de « frans-tirés » démocrates-chrétiens. Claquant la porte de la Chambre, il a refusé de paraître l'après-midi au conseil des ministres.

Un incident de parcours dans la course d'obstacles qui constitue le débat sur la *finanziaria*, le mardi 12 janvier, fait bruiser le palais : un décret-loi visant à créer un fonds pour l'entretien des locaux à partir de cotisations patronales, nappées destinées à la création de logements populaires, a été bloqué par le Parlement à qui le gouvernement demandait d'en faire une loi. Le ministre du travail, M. Renato Formica - membre influent du Parti socialiste au sein du gouvernement, - qui défendait ce projet, a aussitôt accusé de cet échec une conjonction contre nature d'opposants communistes et de « frans-tirés » démocrates-chrétiens. Claquant la porte de la Chambre, il a refusé de paraître l'après-midi au conseil des ministres.

Un incident de parcours dans la course d'obstacles qui constitue le débat sur la *finanziaria*, le mardi 12 janvier, fait bruiser le palais : un décret-loi visant à créer un fonds pour l'entretien des locaux à partir de cotisations patronales, nappées destinées à la création de logements populaires, a été bloqué par le Parlement à qui le gouvernement demandait d'en faire une loi. Le ministre du travail, M. Renato Formica - membre influent du Parti socialiste au sein du gouvernement, - qui défendait ce projet, a aussitôt accusé de cet échec une conjonction contre nature d'opposants communistes et de « frans-tirés » démocrates-chrétiens. Claquant la porte de la Chambre, il a refusé de paraître l'après-midi au conseil des ministres.

JEAN-PIERRE CLERC.

## ESPAGNE

### Cinq des six formations politiques basques condamnent l'ETA militaire

Après l'accord antiterroriste signé le 5 novembre dernier par les partis nationaux, les formations politiques basques ont adopté à leur tour un « accord pour la normalisation et la pacification d'Euzkadi ». Ce document a été signé le mardi 12 janvier, après de laborieuses négociations, par cinq des six principaux partis représentés au Pays basque, la coalition radicale Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, s'étant abstenue.

VITORIA de notre envoyé spécial

Le président du gouvernement autonome basque, M. José Antonio Azkara, n'a pas craint de rappeler à l'empêchement en présentant cet accord. « Le Pays basque est désormais différent de ce qu'il était jusqu'ici », a-t-il affirmé. Il est vrai qu'il s'agit là sans doute du document le plus ambitieux jamais adopté dans la région depuis le statut de Gernika, qui restait en vigueur sans, au Pays basque son autonomie. Reste qu'il n'a pas été approuvé sans mal : il aura fallu, pour y parvenir, plus de trois mois de négociations et de réunions maratons souvent tumultueuses, qui auront permis pour la première fois depuis longtemps à

toutes les forces basques, nationalistes comme non nationalistes, de débiter en profondeur de la situation dans les régions. Le document adopté, qui le reconnaît nationaliste Euzko Alkartasuna a signé avec une clause de réserve, constitue avant tout une condamnation de l'ETA militaire. Certes, il aborde également les problèmes de l'autonomie. Mais les socialistes basques ont obtenu que les deux concepts soient clairement différenciés l'un de l'autre. Ainsi, les signataires reconnaissent sans équivoque que les revendications du nationalisme basque - ne peuvent en aucun cas être considérées comme une justification du terrorisme ou comme une contrepartie ou moment d'échange destinés à obtenir la fin de la violence terroriste. Les nationalistes acceptent également la thèse des socialistes suivant laquelle la violence, loin de favoriser l'autonomie, constitue désormais un « important obstacle » sur la voie qui y mène.

Tout en admettant par ailleurs la possibilité d'une « issue à la violence par la voie du dialogue », le document précise que « les problèmes politiques doivent être uniquement résolus par les représentants légitimes de la volonté populaire ». Une formule qui, comme le souhaitent les socialistes, exclut théoriquement toute négociation de type politique avec l'ETA militaire. Les nationalistes les plus radicaux ont également accepté une autre concession en renonçant à toute allusion, fût-elle indirecte, au droit à l'autodétermination. Quant au thème conflictuel de la Navarre, dont les nationalistes demandent l'inséparation au sein du Pays basque, il a donné lieu à un laborieux compromis : le texte prévoit « l'intensification des relations » entre les deux régions mais rappelle que toute décision de rattachement ne pourrait être prise qu'après consultation des Navarrais par référendum.

En échange de ces concessions des nationalistes, les socialistes acceptent, pour leur part, la création d'une commission parlementaire qui aura pour objectif d'examiner la manière dont l'autonomie basque se développera jusqu'à son terme. En attendant, le gouvernement basque assume davantage de prérogatives dans la lutte antiterroriste.

« Ce document est important car il montre que l'ETA est isolée au Pays basque », affirmait le président du PNV (Parti nationaliste basque), M. Xavier Arzallus. Il est vrai qu'à cet égard l'accord conclu à Vitoria est politiquement plus significatif que celui de Madrid. Même si les difficultés qu'il a posées rappellent que les divergences n'ont pas pour autant disparu comme par enchantement entre nationalistes et « espagnolistes ». Et même si, comme l'a rappelé M. Azkara, « un document ne suffit hélas pas à lui seul à mettre fin à la violence, même s'il peut y contribuer ».

THERRY MALINIAK.

## BELGIQUE

### Intolérance

BRUXELLES de notre correspondant

La querelle des Fourons - cette commune de cinq mille habitants rattachée à la Flandre en 1973, mais dont la majorité des habitants souhaitent retourner dans la province francophone de Liège - peut souvent prêter à sourire par certains de ses aspects clochardésques. Ce qui s'est passé, le mardi 12 janvier, à Fourons-le-Comte, n'est pourtant pas drôle.

La famille de Philippe Vandenberg, un jeune habitant du village, mort accidentellement la veille, dans sa vingt-huitième année, souhaitait que, avant que leur fils ne soit porté en terre, une cérémonie ait lieu dans l'église du village, où Philippe Vandenberg s'était marié quelques années auparavant. Un prêtre francophone avait accepté de célébrer l'office. Malheureusement, les prêtres flamands ont refusé de « prêter » leur église pour cette cérémonie. « C'est le règlement ; ici, les masses se font en flamand », a répondu le curé de Fourons-le-Comte.

J.-A. F.

# Asie

## INDE

### Querelle politique... et familiale en Haryana

NEW-DELHI de notre correspondant

La crise couve en Haryana, où le « ministre en chef », M. Devi Lal, est menacé par les ambitions de ses propres fils, pour qui le « vieux lion » (sûr de soixante-quatorze ans) a fait son temps.

Histoire classique, bien dans la manière des successions dynastiques caractéristiques de la vie politique indienne et qui s'est transformée en crise politique : le 7 janvier, le gouvernement local a démissionné pour réaffirmer sa « solidarité » avec le « père de l'Haryana ». But de la manœuvre : réaffirmer qu'il n'y avait qu'un seul « patron », lui.

Après le raz de marée électoral de juin dernier, qui lui avait permis de rassembler 77 des 90 sièges de l'assemblée locale, M. Devi Lal, l'un des principaux leaders du Lok-Dal, s'était, à son sens propre du terme, « installé » à la tête du gouvernement local avec son clan. Deux de ses quatre fils, M. Om Prakash Chautala et Rajiv Singh, politiciens aux dents longues et hérières pressés, s'étaient propulés aux leviers de commande, profitant à l'époque d'un relatif effacement de la scène politique de leur père pour raisons de santé. Les deux hommes ont très rapidement accru leur influence, prenant le tête de groupes de pression financiers. En bon chef de clan, M. Devi Lal n'a pas oublié ses autres fils, cousins et neveux. Selon ses ennemis, il aurait ainsi placé quelque cent cinquante membres de sa « famille élargie » à des postes de responsabilité hautement lucratifs.

M. Devi Lal n'a jamais caché ses convictions : pour ne pas être trahi (l'Haryana est réputé détenir une sorte de record en matière de défections et de corruption politique), mieux vaut s'entourer de ses proches. Evidemment avec un « esprit de famille » aussi développé, il ne restait pour ceux qui avaient contribué à sa victoire que les miettes du gâteau. D'où la jalousie des politiciens locaux, victimes de ce népotisme. S'ajoutant à cette crise les allégations selon lesquelles le clan Devi Lal a effectué des acquisitions foncières à des conditions tout à fait préférentielles...

M. Devi Lal se trouvait donc confronté à une double menace : celle de ses fils d'abord, dont le « clanisme » politique menaçait d'être plus influente que la sienne, celle des barons locaux ensuite, qui, faute d'oser attaquer de front le vieux leader, ont répandu le bruit que celui-ci n'avait plus d'autorité. Le ministre en chef vient apparemment de prouver le contraire : ses fils sont ostensiblement allés à Canossa en annonçant qu'ils démissionnaient de leur mandat, et ses ministres se disent prêts au « sacrifice ».

LAURENT ZECCHIN.

# Amériques

## SURINAME

### M. Shankar élu président de la République

Paramaribo. - L'Assemblée nationale du Suriname, issue des élections du 25 novembre dernier, a choisi à l'unanimité l'ancien ministre de l'Agriculture comme nouveau président du pays devant succéder le 25 janvier prochain au lieutenant-colonel Desiré Bouterse. M. Shankar, un ingénieur agronome âgé de cinquante ans, appartient au parti indien VHS, qui représente la communauté ethnique la plus importante du pays. Le VHS avait formé avec deux autres partis traditionnels, le NPS (créole) et le KPTI (javanais), un Front démocratique, opposé aux autorités militaires issues du coup d'Etat de 1980, qui avait remporté quarante des cinquante et un sièges de la nouvelle Assemblée.

M. Henck Arron (NPS), un banquier de cinquante et un ans qui exerçait les fonctions de premier ministre au moment du coup d'Etat, a, pour sa part, été nommé vice-président du Suriname. Il assurera aussi les fonctions de chef de gou-

vernement. Il est prévu que le parti de M. Shankar et celui de M. Arron détiennent chacun cinq des treize portefeuilles ministériels, les trois derniers allant au parti javanais. M. Shankar, dont la durée du mandat est fixée à cinq ans par la Constitution, devra affronter, outre une forte dégradation de la situation économique, la rébellion de la guérilla dirigée par Ronnie Brunswick et la situation des réfugiés surinamais en Guyane française, dont le nombre, en augmentation constante, dépasse aujourd'hui les neuf mille personnes. Les rapports avec l'ancienne colonie néerlandaise, réduits au minimum à la suite du coup d'Etat, devront aussi être réexaminés pour l'éventuelle reprise de l'aide au développement autrefois accordée par La Haye. Dans ce contexte, l'attitude future du lieutenant-colonel Bouterse et de l'Armée du Suriname sera déterminante pour le bon déroulement du retour à la démocratie. - (AFP, Reuter, UPI.)

Le Monde sur minitel

**ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS**

au Monde et à ses publications

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

**WINSTON**

ULTRA LÉGÈRES NOUVEAU

Winston ULTRA LIGHTS

SMOOTH TASTE ULTRA LOW TAR

NICOTINE : 0,15 mg Goudron : 1,5 mg.

هكذا من الاجل



# Enquête

## aux Etats-Unis

### Précampagne à l'américaine

(Suite de la première page.)

Certes, cette règle vaut pour la plupart des élections dans la plupart des pays du monde, et, à travers ce fluide artistique commun, on commence tout de même à distinguer quelques différences entre les candidats, sur la manière de réduire le déficit budgétaire, sur la défense... Mais, pour l'essentiel, les candidats, et surtout les plus importants d'entre eux, semblent être branchés sur pilotage automatique, dispenser mécaniquement des réponses préfabriquées : combien de fois déjà n'a-t-on pas entendu le sénateur Dole répéter de sa voix de bronze : « I have a record » - j'ai accompli beaucoup de choses, - tandis que son rival pour l'investiture républicaine, le vice-président Bush, embraye invariablement sur son « expérience » incomparable...

#### Elever le débat

Les débats contradictoires, où tous les candidats se retrouvent alignés sur une rangée de fauteuils, face au public, sont plus répétitifs qu'informatifs : déjà plus de deux douzaines, d'importance variable, et encore au moins autant d'ici les conventions. La plupart sont retransmis à la télévision, mais à des heures qui en disent long sur l'intérêt supposé du public : le dernier en date, qui mettait en présence les six républicains en course, a été retransmis dans la nuit du 8 au 9 janvier, entre minuit et 2 h du matin, et sur la chaîne publique, vouée aux tâches ingrates...

Quant aux chances des uns et des autres, les perspectives ne sont guère plus claires. Jusqu'à présent, c'est la situation des démocrates qui paraît la plus confuse et la plus compromise, aucun de leurs candidats ne paraissant en mesure de percer. Pour compliquer encore un peu plus les choses, le séduisant mais compromettant Gary Hart revenait faire la nique à des concurrents qui se croyaient débarrassés de lui. « Nous avions autant besoin de lui qu'un chien a besoin de puer », commentait aimablement un responsable du parti.

Mais le tableau semble peu à peu se modifier. D'abord parce que, une fois de plus, le charme du beau Gary semble opérer, et que peut-être, après tout, sa présence pourrait forcer les autres candidats à élever un peu le débat, à se préoccuper un peu moins d'apparence, un peu plus de substance, ensuite, parce que chez les républicains, le combat entre les deux poids lourds, MM. Bush et Dole, commence à prendre un tour assez déplaisant, les deux favoris s'empêtrant dans un corps à corps coarcté.

Le sénateur Dole, fils de créancier, use et abuse de ses origines plébéiennes pour mettre en difficulté le « patricien » George Bush, et répète inlassablement que ce dernier n'a jamais rien fait d'utile, surtout pas dans son rôle de figurant au côté du président Reagan, alors que lui bataillait ferme au Sénat pour faire passer les idées réaganiennes. M. Bush répond que le long passé (vingt-six ans) de congressiste de son adversaire n'est pas forcément la meilleure préparation à la fonction présidentielle. Mais le sénateur du Kansas s'emploie à alimenter les soupçons qui pèsent sur le vice-président quant à son rôle dans l'« Irangate ». Que savait-il au juste, et surtout, qu'a-t-il dit à M. Reagan ? Questions auxquelles M. Bush, par principe ou par souci de se protéger, refuse de répondre tout en manifestant un agacement croissant.

On est bien loin de la « règle » selon laquelle les républicains se doivent de ne pas s'attaquer mutuellement, et si le ton devait continuer à monter, comme ces derniers jours, le « Grand Old Party » pourrait compromettre ses chances de réaliser l'exploit : occuper pendant trois mandats successifs la présidence des Etats-Unis, alors même que l'opinion, tous les sondages l'indiquent, est « politiquement » nettement favorable aux démocrates en général.

Ces mêmes sondages sont beaucoup moins clairs concernant les chances des uns et des autres. L'attention, pour l'instant, se porte essentiellement sur le « caucus » de

Iowa et la primaire du New-Hampshire - deux « petits » Etats dont tout le monde s'accorde à dire qu'ils sont très peu représentatifs de l'ensemble du pays, mais dont le vote a acquis une importance démesurée, puisqu'ils figurent en tête du calendrier des primaires. Pour l'Iowa - le 9 février - les sondages placent, du côté républicain, M. Dole en tête devant M. Bush, mais, dans l'autre camp, les indications sont passablement contradictoires - M. Hart semble bien placé, mais ses difficultés d'organisation pourraient compromettre ses chances. Dans le New-Hampshire, l'ordre est inversé chez les républicains, tandis que, chez les démocrates, le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, garde la corde.

#### « Super-mardi »

Puis viendra, début mars, le « super-mardi », le jour du Sud, et jusqu'en juin (avec le choix de la Californie), les primaires se poursuivront selon leur rythme inexorable, entraînant avec elles des candidats sans doute de moins en moins nombreux mais de plus en plus hâlés : la multiplication des primaires, l'allongement de la campagne et surtout de la précampagne sont le phénomène marquant du processus électoral aux Etats-Unis. Trente-cinq primaires en 1988, soit presque deux fois plus qu'il y a vingt ans, et cinq de plus qu'en 1984.

Ce sera ensuite le temps des conventions, et tout particulièrement de la convention démocrate, en juillet, qui pourrait réserver des surprises si aucun candidat ne s'est clairement imposé auparavant. Puis le sprint final entre les deux rescapés.

Combien de fois, d'ici là, tous les candidats en puissance auront-ils l'occasion de dire, avec tout le sérieux et la composition nécessaires : « Je crois sincèrement être l'homme qui peut conduire ce pays... » Après tout, l'essentiel est d'y croire, et si possible d'y faire croire cette petite moitié du corps électoral qui prendra la peine de voter le 8 novembre.

JAN KRAUZE.

### Une longue route pavée de dollars

WASHINGTON  
correspondance

La route qui mène à la Maison Blanche est longue et ardue. Mais elle est aussi pavée de dollars, que les candidats doivent apprendre d'abord à réunir, puis à dépenser, tout en respectant un certain nombre de règles qu'il faut, le cas échéant, savoir tourner avec habileté. Ainsi, les participants de ce marathon politique doivent s'entourer d'un nombre croissant d'avocats, de comptables, de plus des politiciens, des experts en sondages... bref, toute une bureaucratie apte à rassembler des dizaines de millions de dollars, jugés indispensables pour faire campagne avec des chances de succès.

La première obligation d'un candidat présidentiel est de trouver rapidement des gens riches, des fat cats, des chats gras, comme on les appelle familièrement et cela, avant même la déclaration officielle de candidature. Il s'agit en effet d'embaucher des collaborateurs, de louer des bureaux, d'installer des téléphones et des ordinateurs, du matériel d'imprimerie, de payer d'innombrables déplacements par avion. Or les fournisseurs ne font pas toujours crédit, exigeant parfois un fort dépôt de garantie. Ainsi, le vice-président Bush aurait eu beaucoup de mal à se faire ouvrir un compte dans une compagnie postale privée.

#### Sourciers

Comment et où se procurer cet argent ? La loi impose une limite aux donateurs : 1 000 dollars par personne ou 2 000 pour un couple. Le candidat doit donc au plus vite trouver un homme habile à « taper » ses amis et connaissances ayant les moyens d'apporter leur contribution (déductible d'impôts). La plupart de ces col-

lecteurs de fonds sont en général des hommes d'affaires prospères, qui se sont fait une spécialité dans l'art de faire croquer au bésinet électoral et parfois proposent leurs services au candidat en promettant de réunir rapidement 4 millions de dollars.

Ces spécialistes, comme des sourciers, savent où se trouve l'argent. Sur la base des précédents, la Californie, l'Etat de New-York, le Texas et la Floride assurent environ la moitié des donations dépassant 500 dollars. Ainsi, les candidats ne manquent pas de se déplacer dans ces Etats. La recherche des dollars prend autant de temps que celle des suffrages de l'électorat...

Ensuite, le candidat fait appel aux fonds fédéraux. La loi prévoit qu'à chaque dollar obtenu d'un donateur privé (et jusqu'à concurrence de 250 dollars par donateur) le Trésor apportera une contribution identique. Mais, selon la loi, les bénéficiaires de ces subventions s'engagent à ne pas dépenser plus de 28 millions de dollars pour leur campagne. Pour refuser ces subventions qui imposent cette limite, il faudrait être en mesure de trouver, par exemple, vingt-huit mille donateurs apportant chacun 1 000 dollars, tâche insurmontable, ce qui explique que tous les candidats, à de rares exceptions près, acceptent les fonds fédéraux.

Enfin, le candidat doit savoir, à l'occasion, tricher, ou, plus exactement, utiliser les obscurités et les failles de la loi. Les bénéficiaires des fonds fédéraux ne peuvent dépenser au-delà d'une certaine limite fixée pour chaque Etat, aussi l'habileté consiste-t-elle à fixer une partie des dépenses, comme l'achat de spots publicitaires ou la location d'automobiles, selon le barème, plus élevé, d'un Etat voisin. Tous les candidats, de Jimmy Carter à

Ronald Reagan, en passant par Kennedy, ont « triché » à un moment ou à un autre.

Mais l'argent n'est pas la garantie du succès, en tout cas dans les campagnes pour l'investiture des partis. Ainsi, en 1975, Jimmy Carter disposait seulement de 1 million de dollars, à peu près trois fois moins que ses concurrents. Il emporta cependant la nomination, puis l'élection présidentielle de 1976.

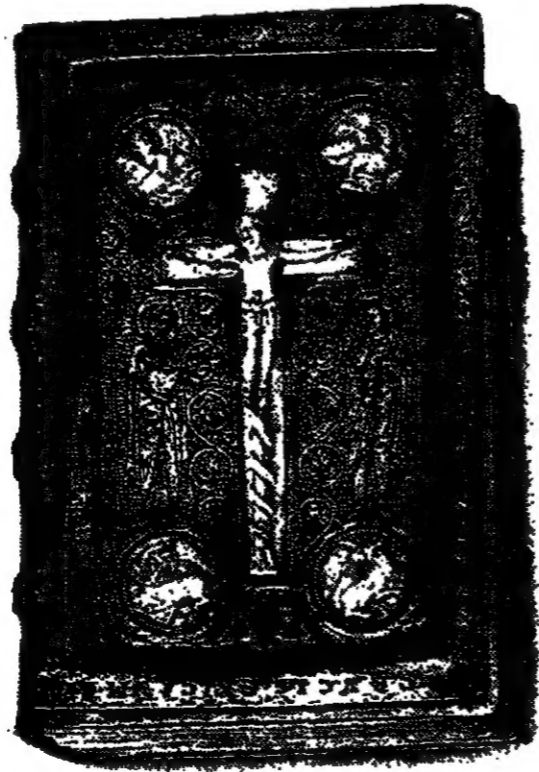
#### Excentricités

Aujourd'hui, les candidats dépendent beaucoup de la télévision. Il est important de figurer dans le principal bulletin d'information de la soirée. Le candidat doit calculer soigneusement ses heures d'arrivée dans une ville où, grâce aux réseaux nationaux et aux stations locales, il sera en mesure d'apparaître dans des milliers de foyers. Du bien il devra s'efforcer d'attirer l'attention. La tâche est relativement aisée pour ceux qui sont en tête de la course à l'investiture, mais les autres doivent se signaler par tous les moyens, par des actions saugrenues, des excentricités ou des activités spectaculaires propres à frapper le téléspectateur.

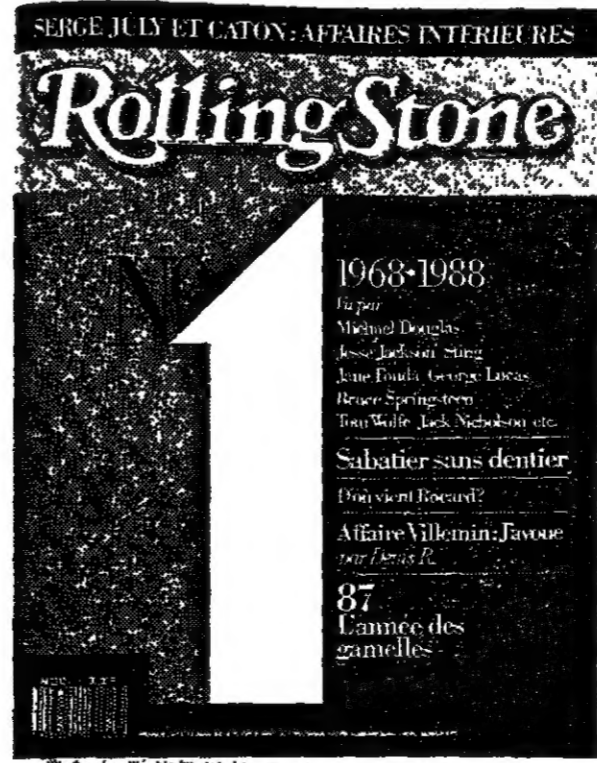
Ainsi, en 1975, l'outsider Jimmy Carter apparut dans un programme très populaire en montrant comment cuire un poisson-chat, et, cette année, l'ex-gouverneur de l'Arizona, Bruce Babbitt, a fait de son mieux pour attirer l'attention des médias : on l'a vu traverser l'Iowa à bicyclette, escalader une montagne du New-Hampshire, se promener à dos de mulet dans les sentiers du Grand Canyon, descendre en raïseau les rapides du Colorado... L'époque où il suffisait de faire la bise aux enfants est bien révolue...

HENRI PIERRE.

## PERIODIQUEMENT, IL Y A DES ECRITURES QUI LAISSENT DES TRACES PLUS PROFONDES QUE LES AUTRES.



Bible de Winton (Env. 1140).



Rolling Stone, 1988 ep. J-C.

De temps à autre, il y a des textes dont la beauté vous transperce, dont la profondeur vous illumine, dont la puissance vous laisse moite d'émotion. Chaque mois, Rolling Stone vous offre ces textes. Loïn des querelles de chapelles et des sermons soporifiques, Rolling Stone vous dit ce qu'on ne vous a jamais dit, comme on ne vous l'a jamais dit. Rolling Stone, il y a des siècles qu'on n'avait pas lu quelque chose d'aussi fort.



SI ÇA COMPTE, ON RACONTE. MENSUEL, 30F.

Ernest Vainas

سكندرية من الالهي

سكزا من الاميل

# Politique

## M. Mitterrand dans l'Hérault

### « Gardarem lo tonton »

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

« TONTON », tiens bon » est passé de mode. La seule pancarte ainsi libellée, le mardi 12 janvier, sur le passage de M. Mitterrand à Castelnaud-le-Liez (Hérault) était perdue dans une floraison post-cohabitationniste : « gardarem lo tonton », « François ne nous quitte pas », « y'a qu'un tonton », « tonton, on compte sur toi », et, plus explicite encore si possible, « tonton bis ».

Le chef de l'Etat ayant assuré, lors des cérémonies de vœux, le 4 janvier, qu'il n'entendait pas faire des gammes sur ce thème — le jeu est un peu « lassant », comme dirait M. Balladur — s'est gardé de toute allusion à son avenir. A Castelnaud, devant le maire RPR et chabaniste, M. Jean-Pierre Grand, qui venait d'affirmer ses « convictions gaullistes » et d'exprimer ses respects républicains, M. Mitterrand a préché pour la « diversité des Français qui est leur force » et leur « cohésion, force supplémentaire ». Il a cité en exemple les Morvandiaux, dont il a été, dans la Nièvre, l'Élu local et qui, « montés » à Paris pour y travailler, fréquentaient toujours, passée la porte d'Italie, les mêmes bistrotiers, ne se quittaient plus jamais jusqu'au jour où, la retraite sonnée, ils s'en retournaient chez eux retrouver leurs éternelles querelles de clocher.

M. Mitterrand a donc recommandé aux Français « l'indispensable synthèse qui leur permettra d'avancer du même pas, au service de leur pays, vers le siècle prochain ». « Moi aussi, je suis fidèle à mes idées », a-t-il dit. « Je ne les renierai pas davantage demain que je ne l'ai fait hier. Mais, président de la République, mes devoirs étaient plus larges, si je voulais être digne de la confiance qui m'avait été accordée en 1981, non pas pour me mentir à moi-même, mais pour comprendre que d'autres familles d'esprits avaient le droit à l'existence ».

M. Mitterrand déride par les deux bouts le fil d'un discours qui concilie ses convictions socialistes réaffirmées et l'appel rituel au rassemblement. Hommage à la « cohorte des enseignants » (dont certains ruminent peut-être encore quelque rancœur), évocation des luttes du « prolétariat », éloge aussi

des « esprits libres qui s'opposent » dans les combats de la politique et des vertus de la réconciliation sur quelques objectifs communs. « Parvenu presque au terme de mon mandat, a-t-il dit, j'aurais eu la passion de ce pays pour assurer sa défense, diffuser ses idées, pour qu'il garde l'écoute des plus puissants et qu'il songe aussi aux plus faibles ».

Les élus socialistes du département qui avaient poliment approuvé l'intervention du maire RPR, et les élus locaux de droite ont mêlé leurs applaudissements. Comment faire autrement sans passer pour des gous : il n'y avait pas dans l'un ou l'autre discours, matière à boudier.

Apparavant, devant le conseil général de l'Hérault, réuni dans le nouvel hôtel du département, le président de la République avait plaidé avec force pour la construction de l'Europe et dénoncé ceux qui, par étroitesse d'esprit, la ralentissent. Il avait souhaité que cette construction « n'achoppe pas sur des débats mineurs, sur des égoïsmes nationaux hors de proportion ». « Je vois les contentieux s'alourdir », a-t-il ajouté, à un mois du sommet de Bruxelles : « Pour des arguments sans poids, des passions sans suite, ne s'en cassent l'espérance que nous offre le temps qui vient ? Comment, nous ne serions pas capables de trouver les ressources pour ce petit budget de la Communauté ? Nous ne serions pas en mesure de respecter l'essence même du traité de Rome qui a voulu que l'agriculture fût européenne ? Nous ne serions pas capables de maîtriser les excédents, de répartir comme il convient les contributions au développement régional ? Nous ne serions pas capables d'avoir notre station spatiale habitée. Faudrait-il recourir toujours aux inventions, à l'argent des autres ? »

J.-Y. L.

## M. Barre en Franche-Comté

### Tout sauf un « marchand d'illusions »

DOLE  
de notre envoyé spécial

Tout a commencé par une gelée blanche qui éclairait un soleil matinal rasant, en Haute-Saône, et s'est achevé par une brume épaisse dans la nuit noire du Jura. M. Raymond Barre était parti, le mardi 12 janvier, à la rencontre de cette France profonde qu'il voudrait tant à son image et qui se donne parfois à lui avec délice. Une France un peu engouée où l'on se sert du Monsieur le président par-ci, et du Monsieur le président par-là. Une France de notables et de managers où les femmes, les salariés et les jeunes sont un nette minorité.

Tout au long de la journée, de Vesoul à Dole, en passant par Besançon (Doubs), l'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing n'a cessé de marteler des « idées simples » qui ne constituent pas un programme mais se présentent comme « quelques remarques ». La France a besoin d'hommes formés, d'une économie performante et de solidarité maternelle de générosité.

A Port-sur-Saône, qui vit du tonnerre fluvial, le député de Lyon s'est mis en jambes dans une drôle d'entreprise de fabrication de lacoste conforme de l'extérieur du Musée Beaubourg. Couleurs comprises. Face à un « chef d'entreprise hésitant », M. Barre a vanté la flexibilité, les fonds propres et les mesures fiscales incitatives, qui font tant défaut aujourd'hui, semblait-il vouloir dire à son interlocuteur.

Dans l'usine de tréfilerie de Conflandey, il s'est montré moins loquace. Il est vrai qu'en ce lieu où les secrets de fabrication se résument à un empiement de bobines de fil métallique dans des hangars vêtus, les dirigeants patronaux ne font rien pour favoriser la communi-

cation. Les photographes étaient interdits de séjour, M. Barre le leur a fait comprendre. En fait de secret de fabrication, c'était surtout le « secret défense » (cette entreprise travaillant pour l'armement) qu'il fallait préserver.

De l'industrie, M. Barre est passé à la politique terre à terre en venant rencontrer ses fans à Vesoul. Quelques porteurs de pancartes « Barre, confiance » l'attendaient avec deux cent cinquante personnes environ à la salle des fêtes de la mairie. L'état-major local du RPR était présent. M. Christian Bergalia, secrétaire d'Etat RPR à la jeunesse et aux sports, est clairement venu dire qu'il dirigeait la campagne de M. Chirac dans la région mais qu'il ferait prévaloir un « climat d'union et d'amitié ». Et ce qui prévalait surtout pour lui, c'était la solitude, en regard des sollicitations nombreuses dont M. Barre était l'objet.

#### Formation, investissement solidarité

Ce dernier a rodé le triptyque politique de cette journée. En premier lieu, pour que « la France soit un pays solide », « il faut concentrer des moyens importants sur la formation des hommes » et « améliorer le système éducatif ». Selon M. Barre, il ne faut pas former des « hommes adaptés » pour toute la vie mais des « hommes adaptables à divers métiers ».

Ensuite, il faut une « économie performante » grâce à trois facteurs indispensables : « l'investissement », « la recherche et l'innovation » et « la constitution de réseaux de distribution sur les marchés étrangers ». M. Barre préfère « les entreprises performantes et combattives » qui créent des emplois au « traitement social du chômage qui ne peut venir à bout de ce cancer ».

Enfin, le candidat potentiel à l'Élysée plaide pour une solidarité qui « ne se sépare pas de la liberté et de l'efficacité économiques ». Ce thème lui permet de faire des digressions, soit sur « la France à plusieurs vitesses », soit sur « le joug du système socialiste qui fut secoué en 1985 » et qu'il faut se garder, selon lui, de remettre en cause. On croit comprendre, au passage, que le joug de la cohabitation n'est pas bien meilleur pour « permettre à la France d'affronter le vingt et unième siècle ».

An hasard de ses pérégrinations très présidentielles, M. Barre rencontre quelques jeunes. Comme ce fut le cas à l'École nationale supérieure de micro-mécanique de Besançon où « le mot chômage n'existe pas », dit le directeur. Il voit aussi des personnes âgées avec lesquelles il partage une galette des rois. Il vague dans une rue piétonne et fait du lèche-vitrines dans un magasin de vêtements qui pratique des « super soldes ». Puis un deuxième. Puis un troisième. M. Barre est attiré par les magasins de vêtements.

Au bout du compte, il frôle son secteur dans une communion pudique et sans effusion. Un mariage où l'on rangerait la passion dans le tiroir-cause. La France de M. Barre préfère entendre parler effort et réforme fiscale, comme ce fut le cas à Dole devant mille cinq cents convives d'un « banquet républicain ». L'ancien premier ministre, qui prêche l'union et ne peut s'empêcher de donner un coup de gaffe ici ou là à son partenaire : le député de Lyon, qui, pour rien au monde, ne veut revoir le socialisme ; « le meilleur économiste de France », enfin, qui se garde d'être « un marchand d'illusions ». Pour les illusions, c'est sûr. Pour le reste, ça l'est moins.

OLIVIER BIFFAUD.

## Les querelles statutaires du Parti radical

### M. Rossinot récidiviste

Au Parti radical, les statuts ont décidément du mal, depuis quelque temps, à rester à la même place. Après les avoir fait modifier trois fois en trois ans, son président, M. André Rossinot, s'apprete à proposer, le samedi 16 janvier, au congrès extraordinaire, qui n'était pas prévu pour cela, un quatrième changement.

Premier double changement au quatre-vingt-cinquième congrès d'octobre 1985. Et depuis deux ans, M. Rossinot est resté pour un nouveau mandat de deux ans, qui, naturellement, doit être le dernier. Il fait voter alors une possibilité de prolongation de mandat pour un an, en cas d'élections nationales, législatives ou présidentielles. Concrètement en octobre dernier : M. Rossinot est resté sans problème président jusqu'en octobre 1988. En 1985, M. Rossinot est un bariste zélé, donc un anti-cohabitationniste fervent. Conclusion : le maire de Nancy fait accepter, cette année encore, l'incorporation au mandat de président ou de secrétaire général du parti et un quelconque poste ministériel. Mais, changement de décor un an plus tard : M. Rossinot n'est plus bariste ; il est devenu ministre, donc cohabitationniste. Tel est pris qui croyait prendre.

Octobre 1988 : toujours avec le même aplomb, il fait annuler la mesure prise douze mois plus tôt : le président du Parti radical peut être aussi ministre. Acte IV, aujourd'hui : M. Rossinot n'est plus sûr, demain, d'être encore ministre. Mais, passé octobre 1988, il voudrait bien demeurer président. Solution : briser la limitation à quatre ans du mandat de président, instaurée en 1983, pour tarasquer définitivement le syndrome du regreté Edouard Herriot, qui lui avait battu le record, entre 1919 et 1957, tous les records de longévité et de résistance.

#### Les pièges des anathèmes

Depuis décembre, M. Rossinot ne ménage donc pas sa peine. L'affaire doit être menée subtilement. Par lettre en date du 9 janvier, le président précisait aux militants qu'une telle proposition était effectivement envisagée, « qu'elle était formulée par une quinzaine de fédérations », mais que, bien entendu, en invitant par avance ses amis à « rejeter les pressions et les pièges des anathèmes tendant à réduire le débat à des rivalités de personnes », il tenait, quant à lui, « à réserver au congrès son choix personnel ».

Depuis quelques jours, le vieux parti de la place de Valois subit donc une nouvelle et sérieuse crise de rhumatismes. M. Rossinot aura besoin des deux tiers des mandats pour faire avaler cette nouvelle pilule statutaire. La digestion sera plus que difficile. Si beaucoup conviennent qu'il importe sans doute d'adapter la fonction de président à la scène politique et médiatique moderne, un plus grand nombre encore estiment que, décidément, M. Rossinot en prend beaucoup à son aise. Et que, cette fois, la force devient grossière. Le porte-parole du parti, M. Jean-Thomas Nordman, demeure cool, mais illicite quand même que « c'est une très sale affaire ». Les baristes du parti, après de qui M. Rossinot tenta un moment de troquer son soutien officiel au député du Rhône en échange d'un vote favorable, s'énervent à nouveau. Le secrétaire général du parti, M. Didier Barilari, ex-président et qui voudrait bien vite le redevenir, qui, en 1983, avait lui aussi sollicité en vain une prolongation, n'est pas disposé à museler le chien de la chienne qu'il réserve à son cher André.

Enfin, M. Yves Galland, qui, poussé par les baristes, rêve aussi de présidence, n'est pas davantage enclin à accepter « un tel charcutage des statuts ». Bref, les trois ministres radicaux s'adonnent plus que jamais au franc et sympathique compagnonnage. Trois hommes pour un petit couffin radical. Le congrès extraordinaire du prochain week-end le sera. Le soutien, officiellement déclaré, à la candidature de M. Barre, passera au second plan...

DANIEL CARTON.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Mestre : des relations « amicales »

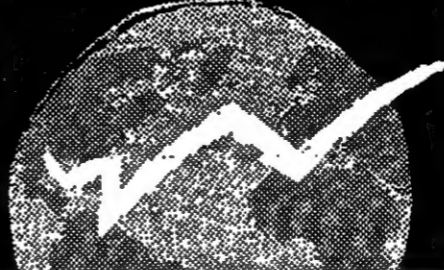
M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée et directeur de campagne de M. Raymond Barre, s'est déclaré, le mardi 12 janvier sur A. 2, favorable à la « coordination » entre les deux camps de campagne de la majorité pour l'élection présidentielle proposée lundi par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. « Cela passe beaucoup par les hommes, a-t-il précisé, et les hommes se connaissent très bien, ont des relations très anciennes pour le plupart, tout à fait amicales. Les téléphones fonctionnent et ils continueront à fonctionner, cela permettra de régler très facilement les problèmes qu'évoquait M. Toubon ».

### M. Marchais : contre le « président de l'austérité »

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a déclaré, le mardi 12 janvier, lors d'une réunion publique à la Mutualité à Paris, que « la priorité » et « même l'obsession » des communistes est « de battre la droite et l'extrême droite à l'occasion de l'élection présidentielle ». M. Marchais a néanmoins qualifié M. François Mitterrand de « président de l'austérité, de la précarité, du chômage, de l'offensive contre les libertés syndicales, du surarmement et du déclin de la France ». « Voter pour lui au premier tour, a-t-il souligné, ce serait approuver ces choix pour demain ». M. Marchais, qui s'est systématiquement placé dans l'hypothèse d'une candidature de M. Mitterrand, a jugé qu'il n'est pas nécessaire de voter pour lui au premier tour de façon à ce qu'il soit « présent au second tour, car c'est acquis ».

Le même jour, dans une déclaration rendue publique par le bureau de presse du PCF, le secrétaire général lance un appel « à la classe ouvrière, aux intellectuels et aux jeunes » afin de « ne plus laisser faire » face à M. La Pen. M. Marchais stigmatise « la complaisance écourante » des grands médias audiovisuels à l'égard du président du FN

Les questions les plus présidentielles.



# Chirac sur la Une.

PREMIER MINISTRE ET CANDIDAT ?

JEUDI 14 JANVIER 20 H 40

LE MONDE EN FACE AVEC CHRISTINE OCKRENT.

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.





Politique

Le conseil des ministres adopte les projets relatifs au financement des activités politiques

Les questions de la politique de l'Assemblée nationale... M. Rocard...

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 13 janvier deux projets de loi, l'un organique, l'autre ordinaire, relatifs à la transparence du patrimoine des hommes politiques, au financement des dépenses électorales et aux ressources des partis politiques.

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 13 janvier deux projets de loi, l'un organique, l'autre ordinaire, relatifs à la transparence du patrimoine des hommes politiques, au financement des dépenses électorales et aux ressources des partis politiques.

publiée au Journal officiel dans les huit jours suivant son dépôt. Les députés seraient tenus de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, dans les quinze jours suivant leur élection, une déclaration de leur situation patrimoniale.

faites, selon leur nature, par lui-même ou par son compte, pendant les trois mois précédant le scrutin. Les dépenses de campagne d'un candidat, autres que les dépenses de propagande directement prises en charge par l'Etat, ne pourraient dépasser la somme de 400 000 F, plafond qui serait actualisé chaque année par décret en fonction de l'évolution moyenne des prix.

remboursement d'une somme forfaitaire égale au vingtième du plafond des dépenses autorisées. Pour les candidats ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés au premier tour, cette somme serait portée au quart du plafond.

pour être affectés au financement des partis et groupements politiques. A cet effet, ajoute-t-il, les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat peuvent conjointement faire des propositions au gouvernement.

Le consensus improbable

LES deux projets de loi organique et ordinaire, adoptés par le conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat, sur le financement des campagnes et des partis politiques...

teires ou à une commission de hauts magistrats pour les autres élus, d'apprécier l'évolution des patrimoines durant la période d'exercice d'un mandat ou d'une fonction.

posé pour les dons privés était trop élevé. Il a été entendu : on a supprimé le plafond...

Au-delà des affaires

Le dérèglement de l'Etat

(Suite de la première page.) Tout ministre est solidaire du gouvernement dont il est membre; le gouvernement est responsable de ses actes devant l'Assemblée nationale, collectivement et non individuellement.

étant subordonnés aux ministres, c'est à ceux-ci qu'on impute les fautes qui ont été commises. Il y a d'ailleurs des raisons de le faire, puisque chaque ministre est le chef de son administration.

mettant à la justice le dossier du Carrefour du développement. Et le Parlement l'a fait en envoyant M. Nuoli en Haute Cour, puisque c'est la seule juridiction compétente pour juger un ministre et ce personnage n'est au-dessus de la loi.

JEUDI 14 20 H 30 JACQUES CHIRAC SUR TF1 DES 22 H 15 En direct sur minitel 7 ministres répondent à vos questions 36.15 CODE DIRECT

Handwritten note in a box: صكنا من الالمن





55 من الاجل

# Communication

Un entretien avec M. Michel Meyer, directeur de l'information de Radio-France

## « Faire d'Inter la radio de référence »

Radio-France pavoise. France-Info, entendue déjà dans 35 villes, a réalisé depuis son lancement, en juin dernier, une percée spectaculaire dans les sondages. Au point d'être désormais présentée comme l'étendard et le fer de lance de la société. Directeur de l'information de Radio-France, M. Michel Meyer fait ici le point sur le nouveau dispositif de l'information, et notamment sur France-Inter, dont la tranche matinale vient d'être réaménagée.

« De nouvelles chroniques, une grille matinale plus proche de celle des périphériques... Pourquoi cette mini-réforme ?

« Depuis un peu plus d'un an nous nous sommes efforcés, en réorganisant les rédactions de Radio-France, de mettre en place une logique et de construire un socle solide. Partant de la suspicion qui, depuis toujours, entoure le service public, nous avons exigé un rigueur absolue dans le traitement et la hiérarchie de l'information. Nous avons multiplié les éléments sonores, les documents, les reportages à l'étranger et en province grâce à notre réseau de stations locales. Nous nous sommes donné pour modèle le *Herald Tribune* et le *Monde*, quitte à encourir le risque de paraître parfois un peu austères. Mais ce travail était nécessaire. Maintenant, nous allons pouvoir être, injecter un peu plus de charme, un peu plus de photos. Tirer le *Monde* vers *France-Soir*... alors que l'inverse n'est jamais possible.

« Cela annonce-t-il un changement ou un abandon de son Inter ?

« Non. Nos auditeurs - on compte parmi eux un grand nombre de publicistes - sont partisans d'un certain classicisme du ton. Le style doit rester sobre, proche de l'écrit et nous devons être vigilants sur l'emploi du bon français. Rappelez-vous la phrase de Victor Hugo : « La forme, c'est le fond qui remonte à la surface ». Notre boulot n'est pas de faire des « coups » mais d'offrir aux auditeurs les éléments

leur permettant de décoder l'information et de se faire eux-mêmes un jugement.

« Vous semblez néanmoins vous aligner sur vos concurrents. Ne déplacez-vous pas l'activité de Dominique Souchier pour le mettre face à celui d'Europe 1 ?

« J'en avais assez que l'on considère, dans le microcosme parisien, que les seuls personnages en phase avec l'actualité sont les invités de Jean-Pierre Elkabbach. C'est faux. Désormais on devrait être plus visible.

« Vous sentez-vous des devoirs inhérents au service public ?

« Sans aucun doute. Un homme politique a utilisé un jour, à propos d'Antenne 2, l'idée de « référence ». Ça m'a ennuyé qu'il prenne ainsi la formule car je n'en trouve pas de meilleure. Dans un paysage audiovisuel en pleine restructuration, Inter doit être une sorte de balise et rester la radio de référence, comme la BBC. Dégagé des impératifs commerciaux qui ont transformé TF 1 en une pompe à fric et d'une tutelle statique obsolète - on nous fiche une paix royale, - nous avons des atouts pour devenir l'espace de liberté radiophonique par excellence.

« France-Info apparaît de plus en plus comme un élément majeur du dispositif d'information de Radio-France.

« France-Info a gagné. Le dernier sondage IPSOS la crédite de 5,5 % d'audience sur Paris, 4,2 % en Ile-de-France. Des chiffres qui dépassent nos espérances. Elle est arrivée à point nommé. Après les périodes d'idéologisation extrême, les auditeurs avaient besoin d'une information brève, sèche, instantanée, à un rythme qui permette d'échapper enfin aux grands-messes. C'est à la fois l'abandonnement logique de notre politique de réseau qui permet de rentabiliser nos activités de collecte de l'information. C'est aussi la justification de toute notre réforme de l'information. C'est en fonction d'elle que nous avons remodelé l'outil de travail ; accéléré l'informatisation des rédactions, interconnecté toutes les stations locales en liaison permanente avec la

rédaction centrale, rapproché les journalistes et techniciens et opéré au sein de la société une mini-révolution.

« N'y a-t-il pas un risque de faire de France-Info sur toutes les antennes ?

« Au contraire ! C'est France-Info qui va nous permettre de jouer à fond la complémentarité entre nos chaînes et nos éditions. Nous avons toute latitude pour maîtriser cette panoplie et jouer le cumul des écoutes. Il sera beaucoup plus difficile aux autres radios commerciales de gérer l'effet France-Info.

« Sa percée ne doit pas faire oublier la baisse notable d'audience observée en un an sur l'ensemble des tranches d'informations d'Inter.

« Cette baisse est globale et touche aussi les périphériques, à l'exception de RTL. La part d'audience des radios FM ne saurait s'accroître sans prendre des points quelque part. Toutes les radios généralistes doivent donc s'attendre à avoir des problèmes, y compris RTL. C'est elle que nous avons en ligne de mire et c'est sur son public que nous mordrons un jour. Pas en « RTLisant » notre antenne, mais parce que sa propre audience évoluera en termes d'exigence. Quand il se produit des événements importants, c'est vers Inter et Europe 1 qu'elle se tourne spontanément ; encore Europe 1 subit-elle la répercussion d'une personnalisation de l'information dont le public ne veut plus. Moi je réfléchis en termes stratégiques, comme si j'étais là pour vingt ans. Et ce que nous avons fait à Inter et à France-Info est irréversible. »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

● RECTIFICATIF. — René-Pierre Bouliu, qui a démissionné récemment de son poste de rédacteur en chef de *Lyon-Libération*, ne fait pas partie des dix-neuf licenciés décidés au journal *honnais*, comme nous l'indiquions par erreur dans l'édition du *Monde* du 12 janvier. Réintégré au siège parisien de *Libération*, il devrait recevoir prochainement une nouvelle affectation à la rédaction.

Incertitudes sur la télévision directe par satellite

## Les ailes rognées de TV Sat 1

Un des deux grands panneaux solaires du satellite de télévision allemand TV Sat 1, lancé le 21 novembre dernier par Ariane, n'est toujours pas déployé. Les techniciens d'Eurosatellite (le consortium franco-allemand qui construit TV Sat 1 et son jumeau français TDF 1) et ceux de la Bundespost (propriétaire du satellite) s'efforcent de rechercher les causes de ce mauvais fonctionnement, qui compromet toute la mission du satellite puisqu'il empêche le déploiement d'une antenne.

Une campagne de mesures (voir encadré) a déjà permis d'écarter la plupart des trente-huit causes théoriques recensées a priori pour expliquer le défaut d'ouverture. Les recherches continuent cependant, sous la houlette d'une commission d'investigation franco-allemande, qui doit se prononcer sur l'état du satellite, proposer des actions de correction pour TV Sat 1 et, si besoin est, pour les autres satellites de la même famille. Cette commission, qui s'est réunie pour la première fois le 4 janvier, doit remettre son rapport au début de février.

La cause la plus probable de l'échec du déploiement du panneau paraît être la non-ouverture de certains des six crochets qui maintiennent ce panneau replié (chacun a une force de retenu de 1 tonne). Les techniciens espèrent que cette défaillance est « unitaire » (c'est-à-dire qu'elle est due uniquement à la pièce montée sur TV Sat, ou à une erreur de montage sur le satellite), et non pas révélatrice d'un défaut de conception. Si tel est bien le cas, il ne sera pas nécessaire de modifier radicalement les satellites similaires (TDF 1, TDF 2, TV Sat 2, Télé X), qui utilisent les mêmes panneaux conçus par l'Aérospatiale (une paternité qui n'augmente pas le crédit des Français outre-Rhin...). En tout cas, aucune décision n'est encore prise pour une modification de TDF 1, laquelle serait alors amonciatrice de nouveaux retards au plus de ceux du lanceur Ariane.

Au-delà des considérations techniques, les déboires de TV Sat 1 alimentent les spéculations sur l'avenir de son jumeau français TDF 1, et plus largement sur l'avenir des satellites de télévision directe à forte puissance. Pour pallier un éventuel échec de TV Sat 1, les réflexions

sont déjà commencées entre Français et Allemands. Une des pistes explorées est le partage des canaux de TDF 1 entre deux programmes allemands (sans doute les chaînes privées RTL-Plus et SAT-1) et deux programmes français, au moins jusqu'au lancement de TV Sat 2 (qui pourrait, pour gagner du temps, prendre le créneau de lancement de TDF 2). Un tel schéma remettrait évidemment en question le fragile montage - d'ailleurs non bouclé - qui doit financer sur fonds privés TDF 2.

Il supporterait un alignement sur les tarifs de location allemands, plus bas que les tarifs français, et donc un effort public supplémentaire. Du côté des industriels, on espère des décisions pas trop tardives, afin de tenir l'objectif de mettre sur le marché en septembre des équipements de réception grand public. Toutes

ces incertitudes renforcent les partisans de solutions alternatives pour la diffusion des programmes de télévision comme la série des satellites Telecom 1 et 2, ou encore le luxembourgeois Astra.

Côté politique, on aimerait trancher le plus tard possible dans un débat portant sur le sort de projets dans lesquels plusieurs milliards ont déjà été investis. L'attente, cependant, ne pourra pas forcément durer jusqu'aux élections. D'autant que les décisions à prendre - et notamment sur la participation, toujours évoquée, des satellites TDF - auront des répercussions sur l'ensemble de la filière électronique. Car, selon leurs promoteurs, les satellites à forte puissance portent aussi les espoirs de la télévision européenne à haute définition.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## Sauvetage en apesanteur

Les techniciens qui « auscultent » TV Sat 1 sont un peu dans la situation de médecins soignant à 36 000 kilomètres de distance un patient paralysé et... aphorisme. Il leur faut donc inventer de nouvelles méthodes de diagnostic, et d'abord pour connaître la position de tous les organes du satellite, sa configuration. En faisant varier la position de l'engin, on mesure à distance, par des capteurs, l'électricité générée par ses panneaux solaires ; ou bien la température de certains points sensibles ; ou bien encore, en faisant vibrer par des mouvements les structures du satellite, on mesure les fréquences de résonance obtenues. Comparées avec des modèles mathématiques ou des reconstitutions à terre, toutes ces données permettent de réduire l'incertitude sur les causes de panne.

Encore faut-il disposer de ces données, alors même que le canal de télémesure de TV Sat 1, prévu pour un fonctionnement normal, se révélait trop réduit pour cette avalanche de mesures. Il a donc fallu concevoir des logiciels spécifiques, vérifier qu'ils cohabitaient sans dom-

mage avec les logiciels habituels du calculateur de bord, et les télécharger dans ce dernier, pour que ce calculateur stocke les télémesures avant transmission. Pas évident, quand on est pressé par le temps.

Une fois le diagnostic établi, les « sauveteurs » de satellite espèrent passer aux soins, en imposant une « gymnastique » adaptée. Rotations, vibrations, accélérations, le régime dépend des pièces à traiter... et ce genre de méthode a déjà permis la « rééducation » d'Arabsat, qui connaissait aussi des problèmes d'ouverture de panneaux solaires. Dans le cas de TV Sat, les techniciens imaginent déjà pour la deuxième quinzaine de février des manœuvres de « spin », consistant à faire tourner le satellite comme une toupie pour débloquer le panneau rétractant grâce à la force centrifuge. Mais c'est une manœuvre risquée, où l'on doit veiller à ne pas épuiser le « muscle » ou, en tout cas, ses réserves de carburant, car c'est alors sa durée de vie qui diminue.

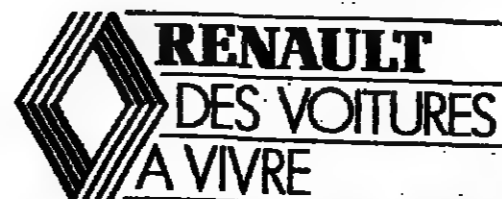
M. C. I.

### Dites-moi Mr. Financement...



722<sup>F</sup> par mois  
pour la Renault 11 SPRING  
ça m'intéresse

Ça vous intéresse ? Et bien c'est une LOA sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 23.002 F (dont 14.376 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 8.626 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 59 loyers de 722 F. Coût total en cas d'acquisition 65.600 F. Offre valable jusqu'au 29.02.88 sur toute la gamme RENAULT 9 et RENAULT V.P., sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC, SA au capital de F. 321.490.700 27-33 Quai Le Gallo, 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702.002.221 et sous réserve de la législation en vigueur RENAULT 11 Spring 3 portes. Prix TTC 57.504 F au 17/09/87 Mr. Financement chez votre concessionnaire ou au 05.25.25.25



### Mr. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.

# Le Monde EDUCATION

## Les projets du Nord pour son école

**A**GRO-ALIMENTAIRE et biochimie à Dunkerque; tourisme, chimie et anglais à Calais; communication audiovisuelle à Condé-sur-Escaut; nouveaux matériaux à Maubeuge... Les terrils et les hauts fourneaux ont définitivement disparu, sur la carte des formations et des métiers de demain que vient de dresser la région Nord-Pas-de-Calais.

La planification ne peut être une science exacte dans un domaine aussi incertain, mais le schéma prévisionnel des formations, ce gros document de 600 pages que le conseil régional de Lille approuvera le 28 janvier, après bien d'autres régions de France, est tout-à-fait un acte politique qu'une tentative de mise en cohérence des investissements scolaires.

La région Nord-Pas-de-Calais ne souhaite pas en effet se limiter au rôle de maçon octroyé par l'Etat aux collectivités locales (régions pour les lycées et départements pour les collèges) depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation, voilà deux ans exactement. Construire des lycées certes, mais surtout infléchir la démarche éducative et la nature des filières de formation dont l'amélioration et l'ouverture à tous sont considérées comme « la condition du développement régional ».

### Sensibiliser les partenaires

Le schéma prévisionnel des formations ne se limite donc pas à un simple inventaire des établissements à construire ou à aménager en fonction de l'évolution attendue de la démographie scolaire. Il marque nettement certains choix éducatifs et économiques — priorité aux bacs professionnels et à l'accès à l'enseignement supérieur, accent sur les filières conduisant à des emplois du secteur tertiaire — qui, pour la première fois, sont débattus par les élus régionaux. Le document veut aussi constituer une base de discussion avec l'Etat pour le renouvellement, en 1988, du contrat de plan, qui doit aider le Nord-Pas-de-Calais à rattraper son important retard en matière d'éducation.

M. Michel Delebarre, premier vice-président du conseil régional chargé de la formation et de l'enseignement, n'hésite pas à parler d'une situation de « sous-scolarisation ». L'académie de Lille, qui correspond à la région administrative et comprend les départements du Nord et du Pas-de-Calais, est la deuxième de France par son nombre d'élèves et d'étudiants, mais ne se classe qu'au vingtième rang (sur vingt-huit) par son taux de bacheliers et au vingt-troisième pour la poursuite d'études après le bac. Les deux tiers de sa population ne dépassent pas le niveau du certificat d'études primaires.

L'effort à accomplir est donc immense, d'autant qu'il existe à l'intérieur de la région de grandes inégalités de scolarisation. Considéré localement, l'objectif qui

### Deux guides

Deux guides passent en revue divers problèmes concernant les jeunes, leur scolarité et leur environnement pratique. Dans le *Guide alphabétique de la scolarité*, un proviseur de lycée répond aux questions que peuvent se poser les parents sur la drogue, la discipline, les frais d'inscription ou les systèmes de notation. Le *Guide des jeunes* s'adresse à ceux qui souhaitent acquiescer une formation, trouver un emploi, se loger ou se distraire.

*Guide alphabétique de la scolarité*, de Jean-Pierre Berland, Marabout, 287 p., 34 F.

*Guide des jeunes*, Service d'information et de diffusion du premier ministre. Albin Michel, 428 p., 65 F.

consiste à porter 80 % des jeunes au niveau du bac en l'an 2000 apparaît même comme utopique, si l'on considère que dans des bassins comme Calais, Avesnes ou Roubaix-Tourcoing, seuls 26 % d'une génération atteignent aujourd'hui les classes terminales — et même 24 % à Dunkerque, contre 39 % à Lille.

Pour sensibiliser l'ensemble des partenaires, la région a décidé de recueillir les remarques et les revendications sur le terrain. Dans chacun des quatorze « bassins de formation et d'emploi », une journée de concertation élargie a été organisée. Les responsables de la région et du rectorat ont ainsi rencontré plus de deux mille cinq cents personnes : chefs d'établissement scolaire, enseignants, parents — mais aussi chefs d'entreprise, dirigeants de l'enseignement catholique et d'organismes de formation continue et professionnelle. Une soixantaine de demandes de construction ou d'extension de lycées ont été formulées, dont vingt-cinq ont été retenues dans le schéma prévisionnel.

Mais les débats ont aussi porté sur la nature des sections à ouvrir ou à fermer, en liaison avec la reconversion industrielle, la construction du tunnel sous la Manche et du TGV nord-européen ainsi qu'avec l'ouverture du marché européen en 1992, qui doit provoquer la multiplication des échanges avec le Benelux. La définition de « pôles de formation » trop spécialisés pour chaque établissement a été contestée en raison de la nécessaire adaptation aux évolutions régionales et aux mutations techniques. Les nouveaux lycées seront donc polyvalents, leur construction sera étudiée avec les utilisateurs, et les liens avec les entreprises devront être approfondis. La région veut installer ces établissements en zone urbaine ou péri-urbaine, mais favoriser leur fréquentation par des élèves qui en sont éloignés, en améliorant les conditions d'accès aux internats, en rénovant les annexes des lycées, et même en ouvrant des classes de seconde dans certains collèges.

### « Plus que l'Etat »

Parmi les vingt-cinq opérations prioritaires retenues pour les cinq prochaines années figurent onze constructions entièrement neuves : neuf lycées et deux lycées professionnels. Hommage de l'Etat à la collectivité décentralisée : le rectorat, qui a été associé à l'élaboration du schéma, reconnaît que la région a « fait plus et plus vite que l'Etat » et que la nécessité d'accueillir une masse nouvelle dans le second degré a prévalu sur les contingences politiques.

Telle n'est pas toutefois l'opinion des opposants à la majorité socialiste du conseil régional. « Si deux villes sont en concurrence pour un lycée, c'est toujours la ville qui a la même couleur que la région qui l'emporte », affirme M<sup>me</sup> Denise Séguard, conseiller régional chargé du dossier de l'enseignement au groupe UDF. Mme Séguard juge cependant « très enrichissantes » les consultations de la base et reconnaît que le document proposé au vote tient compte des avis exprimés, même si la situation de l'enseignement privé lui semble avoir été abordée trop discrètement.

En revanche, le Parti communiste estime que la concertation a été « bidon » et que la philosophie générale du schéma n'est autre que « celle du patronat ». Les communistes lui reprochent d'appuyer le déclin des industries classiques comme la chimie et de miser sur les formations tertiaires, « aberrantes dans un désert économique ». Ils critiquent aussi l'implantation de lycées professionnels dans les secteurs les plus populaires, où les

Comme bien d'autres régions, le Nord-Pas-de-Calais va adopter son « schéma prévisionnel des formations ». Un plan ambitieux pour rattraper un important retard de scolarisation et permettre la reconversion de l'économie.

MON GRAND-PERE  
ÉTAIT MINEUR.  
MON PÈRE ÉTAIT  
MINEUR,  
MON FILS SERA  
AU CLUB-MED.



enfants seraient destinés aux baccalauréats professionnels, qui sont des « sous-bacs ». Pour la majorité socialiste, le schéma doit au contraire « susciter un véritable appétit de formation », dans une région où la nécessité des études longues n'est pas encore communément admise par les familles modestes. Le Nord-Pas-de-Calais veut « adapter les itinéraires de formation à la population » et non pas l'inverse. Il entend lutter contre les redoublements au collège, rénover les CAP, favoriser la poursuite d'études secondaires longues et supérieures, y compris pour les bacheliers professionnels.

Des objectifs volontaristes ont été fixés : réduire de 10 % à 5 % le taux de redoublement en 6<sup>e</sup> et

deux ans; atteindre 60 % d'une génération au niveau bac dès 1990, contre 31 % aujourd'hui. Ambitieux — au point de paraître irréaliste... — la région table même sur un taux de 30 % de bacs professionnels en l'an 2000, alors que la formule-démarré à peine.

### Mieux accueillir les enseignants

Se voulant global, le schéma traite aussi de l'enseignement supérieur, qui n'est pas de la compétence de la région, mais « où il manque plus de vingt mille étudiants ». C'est ainsi qu'il se prononce pour la délocalisation d'une partie des premiers cycles, notamment dans le Pas-de-Calais, particulièrement dégarni. La région n'oublie ni l'enseignement privé, dont elle est prête à garantir les emprunts, ni l'apprentissage, reconnu comme une « formation alternative », ni les organismes de formation continue, dont la coopération est souhaitée. Elle veut, en particulier, favoriser, par un soutien financier, l'émergence d'une « industrie régionale » de la pédagogie (logiciels, techniques d'enseignement à distance, télématique).

Mais le Nord sait aussi qu'il ne surmontera pas ses handicaps scolaires s'il continue de former trop peu d'enseignants, et surtout

d'apparaître comme un repoussoir pour les professeurs. « Cette région ne peut vivre avec des enseignants en perpétuels aller-retour », insiste M. Delebarre. « Je suis horrifié lorsque j'apprends qu'une enseignante toulousaine, nommée à Lille tombe malade et abandonne son poste peu après la rentrée, car son mari est resté là-bas. Qu'ont à y gagner les élèves et les équipes pédagogiques ? »

S'il était un jour ministre de l'éducation nationale — hypothèse qu'il ne rejette pas lorsqu'on la lui suggère... M. Delebarre rétablirait un système de recrutement du type des anciens IPES et envisagerait un recrutement régional. Il se déclare hostile au versement d'une prime aux candidats qui accepteraient d'enseigner dans les Nord : « Nous ne sommes pas une colonie », proteste-t-il. Mais il souhaite que sa région accorde des bourses aux étudiants du cru tentés par l'enseignement, améliore les conditions de logement des professeurs. Et il invite les communes à ouvrir gratuitement toutes les activités culturelles, sportives aux nouveaux enseignants, afin de leur faire découvrir combien le cœur du Nord-Pas-de-Calais bat fort...

PHILIPPE BERNARD.

**SENEGAL**

Interrompez l'hiver et partez au soleil.

**CHARTERECO 2900F**  
Paris-Dakar-Paris... Vol spécial

**ILES DU SALOUM 4700F**  
1 semaine en demi-pension à partir de

Hôtels, clubs, circuits-découverte  
**DAKAR, PETITE COTE, CASAMANCE**

**REPUBLIQUE TOURS**

Enseignement supérieur privé et formation continue

**CESCE**

Centre d'études supérieures de la communication d'entreprise

Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique

Communication externe et interne, relations presse et publiques, communication globale.

SESSIONS DE 6 MOIS : Février-Juillet / Septembre-Février  
Enseignement théorique et pratique, stage

Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-inscriptions  
CESCE : 107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS. Tél. : (1) 45-85-89-21

**REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS POUR GAGNER EN 1992!**

Demain l'Europe! Soyez! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.

Stages "intenses" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, à autres langues.

**RENSEIGNEZ-VOUS! WTE!**

Alain LOFFY

**N°VERT 05.19.66.00**

Centre de Formation aux Langues  
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)  
75008 PARIS

**PARIS-DAKAR 2180 F A/R**

Prix à partir de

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

**Jumbo CHARTER**

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6<sup>e</sup>: 46 34 19 79  
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

**Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE**

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

50 من الأمل

50 كذا في الالهي

# Le Monde CAMPUS

## Les vaillants capacitaires en droit

**D**ANS un amphithéâtre étonnamment silencieux, des étudiants de tous âges assistent à un cours du soir de capacité en droit. Malgré l'heure tardive et la perspective de rentrer chez soi au moment où d'autres dorment déjà, ils s'efforcent de conquérir un diplôme permettant aux non-bacheliers d'accéder à des études supérieures.

Créée en 1904, cette formation, qui accueille chaque année près de vingt mille personnes, offre à des chômeurs, des salariés, des détenteurs de lycéens malchanceux, une chance incomparable de promotion sociale. Pourtant, de nombreux capacitaires estiment que leurs conditions d'études ne sont pas idéales. Bien que l'accès au DEUG de droit ait récemment été assoupli, ils regrettent que leur filière demeure trop souvent le parent pauvre de l'université.

La capacité, qui peut être préparée à l'université, dans des chambres de commerce ou dans certains centres de formation privés, est ouverte, sans condition de diplôme, à toute personne âgée d'au moins dix-sept ans. Les UFR de droit, qui accueillent la majeure partie des capacitaires, leur proposent des cours du soir, étalés sur deux ans et confiés à des universitaires. S'ils ne se laissent pas rebuter par la perspective de passer de trois à cinq soirées par semaine sur les gradins d'un amphithéâtre, les étudiants peuvent décrocher un titre qui leur montera dans leur vie professionnelle ou qu'ils utiliseront comme laissez-passer vers l'enseignement supérieur.

Un décret du 28 août 1987 établit que les capacitaires doivent obtenir, au terme de leurs deux années d'études, une moyenne de 10 sur 20 (au lieu de 12 précédemment) pour pouvoir s'inscrire en première année de DEUG, et de 15 (au lieu de 14) pour entrer directement en deuxième année. Ces notes sont déterminées à l'issue d'examens terminaux, le contrôle continu représentant une contrainte trop importante pour

**Souvent considérée comme la cinquième roue du carrosse par les universités, la capacité en droit demeure une voie privilégiée de promotion sociale.**

les salariés ou les personnes ayant charge de famille.

Leur diplôme en poche, la moitié des capacitaires entreprennent des études universitaires de droit, certains d'entre eux les menant jusqu'au doctorat ou à l'agrégation. Les autres peuvent présenter des concours administratifs de catégorie B (ouverts aux bacheliers), entrer en deuxième année d'école de notariat, devenir secrétaire d'avocats ou rédacteur juridique dans des banques ou des compagnies d'assurances.

### Le maximum de chances

Une étude réalisée par INTERCAPA, une association de capacitaires, montre qu'en 1983-1984 36 % d'entre eux avaient moins de vingt ans, 31 % de vingt et un ans à vingt-cinq ans et 32 % vingt-six ans et plus. En période de crise et de chômage, le nombre de jeunes soucieux de passer une sorte de « bec de la deuxième chance » a tendance à monter. 16 % d'entre eux appartiennent à la catégorie socio-professionnelle des ouvriers, 14 % à celle des professions libérales et 13 % à celle des cadres moyens.

Un sondage réalisé par l'UNEF-Solidarité étudiants auprès de 370 élèves de première année de capacité à l'université Paris-I Tolbiac en 1987 montre que 43 % d'entre eux étaient alors salariés, 27 % demandeurs d'emploi et 30 % à la charge de leurs parents.

Employé depuis vingt ans dans un commerce d'alimentation qui risque de fermer ses portes, Jacques assiste consciencieusement aux cours, malgré la distance qui le sépare de son domicile de ban-

lieux. « A cinquante ans, explique-t-il, on ne se recase pas si facilement. Je veux mettre le maximum de chances de mon côté. » Assise à l'écart, parmi ses crayons et ses livres, Joëlle sort discrètement un ouvrage de tricot durant une pause. « J'ai deux enfants, et je vais être obligée de travailler, car mon mari risque d'être licencié. Alors, j'essaie de me qualifier. »

Nombreux sont ceux qui cherchent à obtenir une promotion ou tout simplement à prendre un nouveau départ. « J'ai travaillé pendant deux ans après mon CAP de comptabilité, mais cela ne me satisfait pas, explique Jean Marc, un tout jeune Parisien. Je souhaite poursuivre des études supérieures et, pourquoi pas ? devenir avocat. » Malgré leurs différences, ces étudiants peu ordinaires ont en commun leur maturité et leur motivation : « C'est un public particulièrement attentif », remarque Danièle Majore, professeur à Paris-X Nanterre. Il m'arrive d'aborder avec eux les mêmes sujets que ceux que je traite en maîtrise ou en doctorat. »

Pourtant, beaucoup ne résistent pas à la lourdeur de ces cours du soir et aux sacrifices qu'ils imposent. Comme l'explique M. Lucien Letouche, secrétaire général de Paris-II Assas, le nombre de abandons est très important. « Pour l'année 1987, l'université comptait 14 912 inscrits en première année et seulement 2 443 en deuxième année », indique-t-on au ministère de l'éducation nationale.

Certains capacitaires estiment que cette déperdition pourrait être réduite, si les pouvoirs publics accordaient plus de crédits à la capacité. « Cette forma-

tion, pourtant irremplaçable, est trop souvent considérée comme la cinquième roue du carrosse, regrette M. André Moquet, président d'INTERCAPA. Les conditions de travail des étudiants en souffrent. »

Nombreux sont ceux qui réclament notamment qu'à l'université l'organisation de travaux dirigés pour les capacitaires soit systématique et non pas facultative. « Les capacitaires ont encore plus besoin de travaux dirigés que les autres », explique M. Didier Artus, l'un des responsables d'INTERCAPA. Ces étudiants qui arrivent des chantiers ou de l'ANPE ne sont pas familiarisés avec l'université, ses modes d'expression et ses méthodes de travail. Beaucoup souffrent de ne pas être dirigés, puis finissent par avoir le sentiment de ne pas être à la hauteur et abandonnent. »

### Programmes plus attractifs

M. Moquet souligne aussi que l'accueil est souvent rebutant. « Ils viennent de leur travail, arrivent à l'heure où les cafés ferment, et restent à jeun jusqu'à 10 heures du soir. » Enfin, certains pensent que le contenu des programmes de première année pourrait être plus attractif.

Les défenseurs de la capacité estiment que cette filière doit être encouragée et considérée comme une formation à part entière. « C'est une chance de promotion extraordinaire, qui mérite d'être préservée », explique avec force M. Roland Tandier, avocat à Strasbourg, enseignant à l'UT de Colmar et ancien président de la commission nationale des IUT. Pour cet ancien gargon de café, qui se souvient avoir fréquenté les cours avec la veste banche sous son manteau et qui a longtemps gardé son diplôme encadré au-dessus de son bureau, la capacité a été « une passerelle fantastique ». « Sans elle, remarque-t-il, je n'aurais jamais pu rattraper mon retard. »

RAPHAËLE RÉROLLE

## Des stylistes américains en Suisse

**L'Art Center de Pasadena (Californie) a installé une antenne à Vevey pour former des spécialistes du design automobile.**

« **E**T si vous veniez en Europe ? Aucune formation en design automobile n'est aussi performante que la vôtre ! » De passage à l'Art Center College de Pasadena, à quelques miles au nord de Los Angeles, Xavier Karcher, directeur général des Automobiles Citroën, a lancé l'idée en mai 1987.

En septembre 1986, grâce à l'appui des principaux constructeurs automobiles européens, l'université américaine ouvrit une antenne à Vevey, en Suisse. Porche et Audi en Allemagne, Austin Rover en Grande-Bretagne, PSA et les Automobiles Citroën en France sponsorisent à parts égales — 50 000 francs suisses par an pendant cinq ans, soit un million de francs français — cette formation « made in USA », qui s'adresse en priorité aux étudiants européens.

Le cursus est d'autant plus étonnant que des formations de ce type existent déjà. En France, elles se sont même multipliées au tournant des années 80. L'école nationale supérieure de création industrielle (les ateliers de la rue Saint-Sabin) — publique — et l'école supérieure de design industriel (ESDI) — privée — sont venues s'ajouter à l'école nationale supérieure des arts appliqués et des métiers d'art (ENSAAMA), qui forme déjà quelques étudiants en design automobile. Plus technique, l'université technologique de Compiègne forme des « ingénieurs-designers », dont quelques-uns se spécialisent en stylisme automobile.

Mais ces formations récentes ne répondent pas au constat du directeur des Automobiles Citroën : « Nous devons prendre le temps de former les jeunes que nous embaucherons. Les diplômés de Pasadena, eux, sont immédiatement opérationnels. »

Quatre ans font, à son avis, la différence. « Les études sont très poussées : huit semestres de quatre mois — soit deux ans et demi à quatre ans de spécialisation, selon le rythme choisi. L'équilibre entre les disciplines techniques et artistiques, essentiel au design industriel, est idéal. On y enseigne, en outre, deux qualités typiquement américaines et essentielles dans un studio de style automobile : la pragmatisme et l'esprit d'équipe. Enfin, l'ouverture d'esprit y est plus large qu'au Royal College of Art de Londres, dont la section

— très spécialisée — est elle aussi appréciée des professionnels. »

Aujourd'hui, sur les vingt stylistes des Automobiles Citroën, un tiers environ viennent de l'université californienne. Plutôt que de les y envoyer en formation continue — comme ce fut récemment le cas pour deux d'entre eux — Citroën préfère prendre le problème à ses racines, en finançant une formation initiale, finale américaine. Quant aux constructeurs américains, ils envisagent, grâce à cette antenne suisse, de recruter sur place un personnel stable pour leurs filiales européennes. Uwe Bahnen, directeur des études et ancien vice-président du département design de Ford-Europe, est d'ailleurs d'origine allemande.

Si l'automobile est le raison d'être de ce campus, les quelque cent étudiants — ils seront trois cent cinquante dans deux ans — ont le choix entre quatre spécialités : design transport, design produit, graphisme publicitaire et packaging. Employeur potentiel, Nestlé, dont le siège est à Vevey, est l'un des principaux sponsors suisses.

Le cycle dure huit semestres, comme à Pasadena. Plus, éventuellement, un cycle préparatoire d'un semestre et un autre de trois semestres pour les professionnels en formation continue. Chaque semestre coûte 81 000 francs suisses.

Le choix de s'installer en Suisse n'est pas fortuit. « Nous avions d'abord trouvé un terrain en France, à Sophia Antipolis », rappelle X. Karcher, avec regret. L'environnement scientifique et le soleil du Midi séduisaient les Californiens. Mais Jack Lang, alors ministre de la culture, voulait jumeler le projet avec la nouvelle école nationale supérieure de création industrielle. Les Américains ont refusé.

Les voitures européennes auront-elles désormais un air californien ? Le directeur de Citroën n'en croit rien. « La ligne Citroën sera toujours reconnaissable en toutes. Le marché est mondial, la création et les formations doivent l'être aussi. Mais le « special touch » s'apprendra toujours dans nos centres de style. »

**NATHALIE D'HARCOURT.**  
Art Center College of Design (Europe), château de Sully, Route de Chailly, 144, CH 1814 Le Tour-de-Peilz, Suisse. Tél. : 19-41 (21), 944-64-64.

### Travaux d'étudiants

La Maison de l'architecture présente, du 20 janvier au 29 février, sous le titre « Citroën : objectif jeunes », les meilleures créations d'étudiants, issues de trois concours organisés par Citroën : redécouvrir l'AX sans modifier les volumes de sa carrosserie pour les étudiants de sept écoles de design (Camonico, ENSAAMA, ENSAD, ENSCI, ESDI, ESAG et UTC) ; concevoir un musée de la découverte Citroën à pour les étudiants de

l'école d'architecture de Paris-Confians ; mettre en scène l'AX au travers de quatre planches de bande dessinée pour ceux de l'école d'art d'Angoulême. Seront exposés une cinquantaine de bandes dessinées et une quinzaine de dessins et de maquettes d'architecture (7, rue de Chailly, 75116 Paris. Tél. : 40-70-01-85, du mardi au vendredi de 13 heures à 18 heures, le samedi de 11 heures à 17 heures.)



L'AX mise en scène par l'école d'art d'Angoulême.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 658572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-96-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Salas.

**Le Monde PUBLICITE**

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-22 ou 45-55-91-71  
Télécopieur MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an, 24 heures sur 24

ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
254 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 389 F

II. - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037

**LE MONDE diplomatique**

Janvier 1988

**ÉCONOMIE**

**COMMENT FONCTIONNE LE SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN**

L'Europe monétaire est indispensable à un nouvel ordre international. Elle est cependant loin d'être une réalité. Aucune avancée décisive n'a été faite depuis la création du système monétaire européen. Bien plus, il est devenu un frein. Le Monde diplomatique analyse les effets pervers du SME et montre pourquoi il fonctionne aujourd'hui comme une « zone mark ».

**PAYS DE L'EST**

**LES ÉCHANGES COMMERCIAUX**

Les pays de l'Europe de l'Est sont aux prises avec des tensions internes qui coïncident avec l'engagement de l'URSS dans une ère de réformes. Ils vont devoir moderniser leur économie et développer les échanges avec l'Occident. Quelles sont les implications de cette nouvelle orientation ? Comment cette évolution est-elle possible ?

En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde sur minitel**

**POSEZ VOS QUESTIONS A E. BALLADUR ET P. VOLCKER**

36.15 TAPEZ LEMONDE

amateur

life as a dog

ARTS ET SPECTACLES

Le temps des musées

Salon international des musées et des expositions au Grand Palais

Le Salon international des musées et des expositions (SIME) ouvrira dans la nef du Grand Palais le vendredi 15 janvier. Pour la première fois, les musées se présentent collectivement dans des stands de toile comme peuvent le faire dans ce lieu éditeurs, antiquaires et marchands d'art.

De l'amateur

Le musée est une institution récente : pas même deux siècles. Et si son développement a été triomphal, ce ne fut pas sans crises ni accidents.

Le 18 novembre 1793, les Parisiens que ne divertissaient plus ni les séances de la Convention ni les exécutions de ci-devants pouvaient jurer d'une nouveauté d'un autre genre. Il leur était permis de visiter enfin les salles du Muséum de France, aménagées dans le palais du Louvre au terme de deux années de dédications généreuses et de décrets. Les collections royales, devenues nationales, formaient l'essentiel des collections de ce qui était le premier véritable musée parisien. Jusque-là, il n'existait que des collections privées, certaines immenses, où le public ordinaire n'était pas admis. On avait bien réuni dans la galerie du Luxembourg les Rubens et quelques autres chefs-d'œuvre du roi à partir de 1750. Mais elle avait été fermée en 1785.

Le Musée, lui, était conçu pour demeurer et n'être fermé à personne. Ainsi fut fait, avec un succès peu douteux. Le Muséum français eut la bonne fortune de devenir aussitôt ouvert non seulement au public mais encore de servir de dépôt d'une campagne incessante de pillage de l'Europe. Ce pillage fut méthodique et dirigé par des amateurs érudits, quand ce n'était par des artistes, tel Gros, point encore baron alors. Le résultat de l'entreprise : un Muséum garni des toiles et des sculptures illustres que les armées expéditionnaires d'Italie, puis, plus tard, d'Allemagne ou d'Espagne.

Il y en eut vite tant et tant que le Louvre ne suffit plus et que l'on songea à favoriser les grandes villes en province. Un décret du Consulat fonda, le 14 fructidor an IX (1801) quinze dépôts de tableaux. Quinze cités eurent à se partager un total respectable de huit cent quarante-six toiles prises sur les réserves du Louvre et de

Versailles. D'autres conquêtes assurèrent l'enrichissement des fonds, si besoin était.

Du même élan muséophile naquirent aussi, à Paris, le Musée des monuments français de Lenoir, celui des arts et métiers, le Muséum d'histoire naturelle — sur un rapport de Lakanal — et le Musée de l'artillerie, cependant que le Louvre s'agrandissait d'un Musée des antiquités en 1800. Les municipalités provinciales, qu'elles aient ou non bénéficié des dépôts du Consulat, avaient pour leur compte fondé d'innombrables musées locaux, à partir de séries le plus souvent. En dix ans l'essentiel était acquis : la substitution du musée à la collection privée, le développement de l'institution en province et l'attribution de sommes à l'entretien et aux achats d'œuvres. L'art devenait une affaire officielle, et le passé un réservoir d'objets à conserver.

L'art vivant au Luxembourg

La Restauration ne changea rien à ce qui avait été créé. Il lui fallut rendre ce qui avait été « acquis » pendant quinze ans de guerres, mais on ne rendit pas tout. Vivant Denon, directeur des collections, eut assez d'adresse pour ne pas renvoyer en Italie une centaine de toiles et un nombre fort élevé de dessins. Ce sauvetage accompli, Louis XVIII inventa à son tour un musée, et, par on ne sait quel paradoxe, ce roi que l'on imagine confit en nostalgie et en regrets, suscita un musée des artistes vivants et le logea au Luxembourg. C'était en 1818, et le musée y demeura jusqu'en 1937 jusqu'à la construc-

tion du Musée d'art moderne. La compétence du musée s'étendait désormais du passé au présent. On sait à quels déboires a mené cette décision.

Plus raisonnables furent la création d'un département des sculptures et d'un autre consacré à l'Égypte (1826) à l'intérieur du Louvre, début d'une suite d'enrichissements qui ne cessa tout au long du siècle et fit de feu le Musée Napoléon devenu plus simplement Musée du Louvre une sorte de monstruosité démesurée. Après les Égyptiens, les Assyriens y pénétrèrent en cortège en 1842. Les romans et gothiques allèrent eux s'établir l'année suivante à Cluny, quand l'État acheta les collections et l'hôtel du collectionneur Alexandre du Sommerard. Les « sauvages » ne vinrent que plus tard et campèrent au Musée d'ethnologie de Chaillot en 1880, suivis par les Orientaux qu'Emile Guimet, industriel et collectionneur prodige, avait réunis à Lyon en 1879 avant de déménager place d'Iéna en 1888.

Dans ce cas, comme dans celui de Sommerard, le musée naît des biens et de la passion d'un seul homme. L'État ratifie, reçoit, achète quelquefois. Il ne crée pas, il entretient. C'est que le musée du XIX<sup>e</sup> siècle français vit du collectionneur, on ne saurait trop le rappeler, ne serait-ce que parce qu'il se distingue de ce qui est le musée actuel. Le Louvre doit plusieurs centaines de toiles au legs La Caze de 1869, dont la *Bethsabée* de Rembrandt, des Watteau, des Rubens, des Hals et des Fragonard. Quo serait le musée d'Aix-en-Provence sans la donation Granet de 1849 ? Celui d'Avignon sans Esprit Calvet qui le fonda et

l'entretint ? Celui de Lille sans le cabinet de dessins donné par le peintre Wicar ? Celui de Montauban sans le legs de quatre mille dessins d'Ingres par l'artiste lui-même ? Celui de Montpellier sans les générosités successives du peintre Fabre et du grand collectionneur Brayas ? Celui de Nantes sans les primitifs italiens de la collection Cacault qui y entrèrent dès 1810 ?

Il serait aussi facile que fastidieux de multiplier exemples et dates. Tous démontrent ce fait majeur : que la richesse des musées français leur est venue par dons et legs et que cette coutume a duré longtemps, de l'Empire jusqu'à la III<sup>e</sup> République. En 1896 encore, le financier Henri Cornuché légua à la Ville de Paris son hôtel et ses admirables collections chinoises.

Naturellement l'État et municipalités achetaient également. Conservateurs et Sociétés d'amis ou d'amateurs de beaux-arts choisissaient de quoi orner les palais des Beaux-Arts que les villes édifiaient à proportion de leur fortune. Par malheur, l'action de ces « officiels » et élus n'a laissé que de médiocres souvenirs. Il fut longtemps de mode d'ironiser sur l'incommodité des musées bâtis au XIX<sup>e</sup> siècle, trop pompeux, paraît-il. Leurs défauts seraient pourtant moins choquants s'ils avaient été mieux entretenus. Du musée de Lille, construit en 1892, à celui de Nantes, achevé en 1900, l'architecture ne progresse pas. Mais le second a été nettoyé de façon à mettre en valeur ses dimensions alors que le premier a été laissé à l'abandon et menace ruine par endroits. L'un fait grand effet et

l'autre consterna, sans que le style du temps ait quelque responsabilité là-dedans.

Autre péché, péché presque mortel celui-ci, les achats de l'État en matière d'art vivant. Il faut en revenir à Louis XVIII et à sa création du Luxembourg : l'État, c'est-à-dire quelques personnes bien ou mal choisies, était investi d'une charge écrasante. Il lui revenait de savoir quelles œuvres montrer au Salon, ou aux Salons à partir des années 80, méritaient d'être préservées et exhibées au public. On connaît le résultat, et le divorce de l'art moderne et des musées qui caractérise la seconde moitié du siècle. L'habitude s'est prise d'en rendre coupables ceux qui avaient à décider et qui se recrutaient parmi les membres de l'Institut et leurs admirateurs.

Plus de crainte que de ressentiment

Tous ligés ont créé un goût officiel, plus étroit de surcroît sous la III<sup>e</sup> République que sous le Second Empire. On peut imaginer qu'il y avait de leur part plus de crainte que de ressentiment. Dépositaires d'un budget public, ils se firent un devoir de proscrire l'audace et d'ériger le bon sens en principe. Le pesantier de l'institution et l'aigreur de quelques « chers maîtres » suffirent à aggraver la rupture, rupture peut-être inévitable si l'on consent à admettre que le goût ne se règle pas par votes de sous-commissions et que la notion de musée d'art vivant ne va pas sans quelque incohérence. La cassure fut si violente que, dans la France fin de siècle, dont les musées, qu'ils fussent des

et leurs projets. Seront également présents les principaux partenaires des conservateurs d'aujourd'hui. Car, désormais, le musée moderne tend à se transformer en une véritable entreprise avec ses décorateurs, ses concepteurs d'exposition, sa politique commerciale et ses boutiques. L'événement sera largement orchestré par les médias. Pendant toute sa durée, des colloques seront organisés sur les thèmes de l'exposition et de l'architecture muséale. Cette manifestation est le signe que nous sommes entrés dans l'ère des musées, que tout devient muséal, que les musées sont partout.

au conservateur

beaux-arts, d'histoire, de science naturelle, d'archéologie ou d'ethnologie, se multipliaient encore, le Musée du Luxembourg devint le symbole de l'aveuglement.

En 1894 venait l'affaire du legs Callebotte, de cette collection d'impressionnistes que l'État mit si peu d'empressement à recevoir, qu'elle n'entra que partiellement au Luxembourg. Cette fois, le musée, corps constitué, s'opposait au collectionneur qui l'avait pourtant nourri jusque-là. Signe d'émancipation ou de paralysie ?

Solécisme à en juger par la suite. On ne voit pas que le Luxembourg se soit amélioré jusqu'à sa disparition en 1937. Les commissions d'achats des musées de province n'étaient guère plus « avancées » — elles s'inspirèrent des achats de l'État au Salon, dont elles recevaient pour leurs musées nombre de pièces à titre d'attribution temporaire, — l'art moderne ne pénétra dans les musées que par exception. Celle du legs Sembat au musée de Grenoble — encore un legs — est restée fameuse, car celui-ci fut longtemps le seul à exposer Matisse et les Fauves. Il fallait que la situation fut désespérée pour que, par exemple, le très modéré J.-E. Bianchi puisse s'indigner publiquement, et en 1938, d'un vote du Conseil des musées refusant un Picasso proposé au dixième du prix habituel.

Le déménagement de 1937 vers Chaillot n'aurait peut-être pas suffi sans la réorganisation de l'après-guerre, qui a donné le Jeu de Paume à l'impressionnisme et permis enfin aux conservateurs du nouveau Musée d'art moderne d'entreprendre une vraie et efficace politique de « rattrapage ». Resto que le mal était fait, et que les musées d'art moderne les plus complets, à commencer par le MOMA de New-York, avaient déjà acquis bien des œuvres majeures du siècle. Grâce à des dons et à des legs, naturellement.

PHILIPPE DAGEN.

V. O. : GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - RACINE ODÉON - 14 JUILLET PARNASSE V. F. : GAUMONT OPÉRA

My life as a dog

LE MEILLEUR FILM ÉTRANGER DE L'ANNÉE PAR LA CRITIQUE NEW-YORKAISE UN TRIOMPHE AUX ÉTATS-UNIS

Ma vie de chien

un film de

Lasse Hallström

سكذمان الاصل

سكزا من الامم

EXPOSITIONS

Le SIME

Aujourd'hui pour demain

Dans la folie muséale d'aujourd'hui, l'art contemporain a sa place, ne serait-ce que pour ne pas rééditer les erreurs passées.

« QUE dirait-on d'un commerçant dont les produits recherchés dans le monde seraient parcimonieusement montrés dans un vieux bâtiment ruiné ? C'est pourtant là ce que fait l'Etat dans le domaine des œuvres d'art moderne... »

Vouloir en finir avec le Luxembourg, le musée créé en 1818 par Louis XVIII pour recevoir des œuvres d'artistes vivants, était quelque peu justifié dès la fin du siècle, et encore plus à la fin des années 20.

L'art qu'aujourd'hui on considère comme classique du vingtième siècle, après avoir tenté d'envoyer le legs Caillebotte aux oubliettes, il fallut attendre 1927 pour qu'un Van Gogh y trouve sa place et 1930 pour qu'un cubiste y ait droit de cité.

Ce formidable retard pris par la France en matière d'art vivant n'allait pas être rattrapé de si tôt : malgré tous les efforts menés autour de 1930, dans la perspective du nouveau musée qui ouvrirait en 1937 au palais de Tokyo, un temps où débats et réflexions ont été alors menés sur la notion de musée d'art moderne en termes qu'aujourd'hui on ne désavouerait pas.

Dans une histoire des musées qui reste à faire, celle des musées

d'art moderne mettrait en relief la personnalité d'une poignée d'individus, qui souvent contre vents et marées, contre les institutions en place, ont dû batailler ferme pour faire admettre l'ouverture du musée à la création contemporaine.

Cela fait cinquante ans. Depuis c'est devenu un grand musée, qui partage pour le meilleur et pour le pire le sort du Centre Pompidou ; où l'on voit mal comment il pourra passer le cap de l'an 2000 sans prendre le risque d'être à nouveau dépassé par des musées qui ayant toute liberté de s'étendre dans l'espace pourraient être à la fois musée d'art moderne et musée d'art contemporain.

organisa la réunion du musée des écoles étrangères et des acquisitions d'artistes français, pour un musée national qui a pris forme en 1947, et qui depuis a tant de mal à combler les lacunes de ses collections.

Un collectionneur d'art contemporain jamais ne peut faire le consensus, pas plus aujourd'hui qu'hier, où la grande peur de rééditer les erreurs passées incite à engranger parfois tout et n'importe quoi, ce qui est après tout un moindre mal, et moins grave que de vouloir déjà s'ériger en censeur, comme il arrive souvent.

Tout va-t-il pour le mieux dans le meilleur des mondes depuis 1980, depuis la création de musées comme celui du Nord à Villeneuve-d'Ascq (construit par Simouret) pour accueillir la collection Masurel, ou celui de Dunkerque (dit à Willerval) pour réaliser le rêve d'un particulier G. Delaine, ou encore celui de Saint-Etienne, le dernier-né des musées d'art contemporain ?

Cela dit, on admettra aujourd'hui l'extraordinaire floraison de l'art actuel dans les musées, bien au-delà de Paris. Le bouleversement s'est fait en peu de temps, moins de vingt ans, peut-être moins de dix, dira-t-on, si l'on se souvient de la situation des musées de province dans les années 70, où seules une poignée de villes avaient des musées ouverts à l'art moderne : Grenoble, Saint-Etienne, Marseille, Les Sables-d'Olonne ou Toulon.

Les Américains ont les musées d'art moderne et contemporain font une de tant de revues internationales. Peut-être faudra-t-il attendre quelques années encore pour que l'on puisse parler à armes égales quand prendront tournure bon nombre de projets : à Nîmes, Nice, Toulouse, Lyon... qui viendront s'ajouter à la liste des musées créés ces dernières années, et parmi lesquels il ne faut pas oublier ceux qui, comme à Bordeaux, se sont très intelligemment insérés dans des bâtiments anciens, genre entrepôts ou halles.

GENEVIEVE BRERETTE.



Le Musée de l'air au Bourget.

Muséomanie

Grands et petits, généralistes ou spécialisés, les musées sont aujourd'hui près de deux mille en France. Et leur nombre va s'accroître. Ils s'intéressent à tous les domaines, de la peinture aux chaussures, de la boulangerie à l'orfèvrerie.

usine laissée pour compte, risque avec un peu de chance, de terminer ses jours garnie de cimaises jusqu'au toit. Une nouvelle profession prospère : celle d'aménageur de musée. Avec un bel avenir devant elle, puisque tout semble prendre un jour ou l'autre la direction du musée.

Tout, y compris les plus humbles productions de la vie courante. Deux musées - à Bonnières et à Charenton - sont exclusivement consacrés à la célébration du pain ; vingt-quatre le sont à celle du vin, six au tabac, huit au fromage et trois à la pierre à fusil. Il y avait 500 000 papillons éti- quetés au Musée de Saint-Quentin. Cela n'a pas empêché qu'un « papillorama » s'ouvre à Nice en 1982 et que, la même année, on construise à Villers-le-Bois, dans les Deux-Sèvres, un autre centre voué aux mêmes insectes. Il y a un musée du parfum à Grasse et un autre à Venoc. La saga de la chaussure est racontée simultanément à Fougères et à Romans. Celle du chapeau l'est à Chazelle. La Mecque du peigne se trouve à Oyonnax. Le musée de l'outil de Magny-en-Vexin est fier de sa collection de moulés à gaudes, d'enclumes et de fers à chevaux. Le Mont-Valérien recèle un musée colomboophile où figure la dépouille héroïque d'un pigeon voyageur abattu au-dessus de

Verdun, en 1916. Les voies de chemin de fer désaffectées se reconvertaient volontiers en conservatoire de la machine à vapeur, comme à Pithiviers. On ne compte plus les musées de la voiture automobile. Ils prolifèrent un peu partout, y compris dans l'abbaye normande du Bec-Hellouin.

Les cités qui ont eu la chance d'avoir donné un grand homme à la patrie s'empressent d'ouvrir un musée qui porte son nom. Et tant pis si le conservateur n'a pas anciens champs de bataille, pullulent les musées commémoratifs. Les faits d'armes et les souffrances du passé se réduisent d'habitude à quelques armes hors d'usage, une douzaine d'uniformes poussiéreux et une poignée de photos ou d'affiches jaunies. Les départements de l'Est sont des filons inépuisables : de la « maison des dernières cartouches » - un épisode de la guerre de 1870 - à Bazelles, dans les Ardennes, à la ligne Maginot, dont chaque tronçon sera un jour ou l'autre exploité.

Comment expliquer cette « muséofolie » qui s'est emparée de la France comme de la plupart des pays occidentaux ? Le développement du tourisme est sans doute la cause la plus immédiate. Toutes les municipalités n'ont pas sous la main un château roman ou un château Renaissance. En revanche, presque toutes possèdent, dans leur patrimoine, une vieille demeure léguée au siècle dernier par un notable folklorisant qui aura entassé au cours de son existence quelques jolis meubles, une douzaine de tableaux de qualité diverse, une série de costumes régionaux, une collection de tabatières ou de pierres taillées. La commune, gagnée par l'air du temps, se demande soudain si ce « patrimoine culturel » endormi depuis des lustres ne pourrait pas constituer le noyau d'un futur musée. Un coup de pinceau, des vitrines modernes, parfois un nouveau bâtiment et le voilà « Musée régional de Sambre et Rhône » peut être inauguré avec un certain éclat.

Mais cette exhumation n'aurait pu s'opérer sans la diffusion d'une sociologie confuse qui tend à attribuer à tout objet une valeur de « symptôme ». Tout est riche d'enseignement : le peigne à carder comme les œuvres de tel petit maître local, le tour du potier, comme la poignée d'assignats. En dépit de raccourcis historiques péremptores, on est loin du musée imaginaire d'André Malraux. Si Freud saute « comme un indice de civilisation ce souci que

et muséofolie

moblier et ses instruments aratoires. Là, une ancienne mine, une usine ou une cité ouvrière. Voici un morceau de campagne, marais ou lande abandonnés de tous. Ils peuvent recouvrir plusieurs cantons, comme celui du Creusot, ou se contenter de quelques pièces dans une tour médiévale, comme à Villefontaine, dans le nord du Dauphiné. La logique du système voudrait qu'un jour ou l'autre une partie de la population locale fasse partie intégrante de ces musées vivants. Le labourer et ses enfants seront alors « classés » comme la crypte mérovingienne ou la forge du maréchal-ferrant.

Comment expliquer cette « muséofolie » qui s'est emparée de la France comme de la plupart des pays occidentaux ? Le développement du tourisme est sans doute la cause la plus immédiate. Toutes les municipalités n'ont pas sous la main un château roman ou un château Renaissance. En revanche, presque toutes possèdent, dans leur patrimoine, une vieille demeure léguée au siècle dernier par un notable folklorisant qui aura entassé au cours de son existence quelques jolis meubles, une douzaine de tableaux de qualité diverse, une série de costumes régionaux, une collection de tabatières ou de pierres taillées. La commune, gagnée par l'air du temps, se demande soudain si ce « patrimoine culturel » endormi depuis des lustres ne pourrait pas constituer le noyau d'un futur musée. Un coup de pinceau, des vitrines modernes, parfois un nouveau bâtiment et le voilà « Musée régional de Sambre et Rhône » peut être inauguré avec un certain éclat.

prennent les hommes de choses sans utilité aucune ou même en apparence plutôt inutiles », le modèle retenu n'a rien à voir avec les recherches du père de la psychanalyse. Il faut bien sûr regarder du côté de Georges-Henri Rivière et de son Musée des arts et traditions populaires dont on a fait trop souvent une lecture fragmentaire et une interprétation désordonnée. Sa grande idée, l'éco-musée, est dans la plupart des cas vidée de son sens.

Mais le succès de ces lieux de pèlerinage est à la mesure d'une mémoire en déroute : la nôtre. Comment retenir le fil du temps quand deux générations cohabitent à peine sous le même toit, quand les objets de notre vie quotidienne se démodent si vite et que les greniers ont disparu de nos demeures ? Pour soigner cette amnésie, nous fréquentons le brocanteur chez qui on achète, à prix d'or, un grille-pain des années 50, celui de nos parents. Il n'est pas mauvais aussi d'aller faire un tour au musée local entre deux haltes gastronomiques. Les deux démarches ont la même finalité : colmater les trous d'une mémoire qui fuit de plus en plus. La remède est-il efficace ? On peut en douter comme Witold Gombrowicz doute du musée en général : « Au musée, il y a presse et foule, note-t-il dans son Journal. La quantité accable la qualité. Les chefs-d'œuvre treize à la douzaine cessent d'être des chefs-d'œuvre (...). Je suis quant à moi de moins en moins enclin à distribuer ma sensibilité en compartiments séparés. L'exige de l'art non seulement qu'il soit bon mais encore qu'il soit solidement implanté dans la vie. Je ne veux tolérer ni temple de l'art, ni oratoires trop ridicules ». Que peut-on exiger d'une série de machines à écrire ou d'ordinateurs de la première génération ? Pas grand-chose. A moins qu'à l'image des dieux, les œuvres des hommes se soient l'objet de subtilités métamorphoses.

EMMANUEL DE ROUX.


France-Press nous a appris, au cours de l'été dernier, l'ouverture imminente, à Mulhouse, d'un musée de la traverse du chemin de fer. Une autre plus récente, celle d'un temple du graffiti à Verneuil-en-Halatte. A Paris, deux des « grands chantiers » entrepris ou inaugurés au cours du présent septennat sont des musées - Orsay et le Grand Louvre. Mais l'Institut du monde arabe, la Cité de la musique et la Grande Arche de la Défense en abritent ou en abriteront chacun un.

A Saint-Etienne, Bordeaux, Nantes ou Marseille, on construit ou on rénove des bâtiments voués aux arts. Toute gare désaffectée, toute halle abandonnée, toute

14 janvier - 13 février  
A.R. Penck  
Sculptures  
Galerie Lelong  
43, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

14 janvier - 13 février  
Boyle Family  
Galerie Lelong  
43, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

GALERIE 10  
10, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél. : 43-25-10-72  
**REUVEN - ZAHAVI**  
12 janvier - 12 février  
Nocturne 23 janvier

DU 3 DÉCEMBRE 1987 AU 20 JANVIER 1988  
**"FLEURS ET FRUITS"**  
Huiles sur toile - Aquarelles - Lithographies  
  
**GALERIE HÉLÈNE PRINCE**  
GALERIE D'ART DE LA MAISON DE LA LITHOGRAPHIE  
110, BOULEVARD DE COURCELLES - 75017 PARIS - TÉL. 42.27.20.16  
METRO. TERNES OU COURCELLES - BUS : 30-31-43-83 et 84  
OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI INCLUS DE 11 H A 19 H SANS INTERRUPTION

**LA GALERIE SCHMIT**  
396 Rue Saint-Honoré 75001 PARIS (1) 42.60.36.36  
Préparant les Catalogues Raisonnés des Peintures de René PRINCETEAU (1843-1914), sur le thème "Chevaux et Cavaliers", et de Stanislas LEPINE (1835-1892) serait désireuse de recevoir les photographies en noir et blanc - formats 13 x 18 cm ou 18 x 24 cm - des œuvres par ces Maîtres, ainsi que les dimensions et la nature du support (bois ou toile).

**LE SIME**  
Grand Palais, avenue Winston-Churchill, de 10h à 15h jusqu'au mercredi 20 janvier inclus. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures. Nocturne le samedi 16 janvier jusqu'à 22 heures. Dimanche 17 janvier de 10 heures à 19 heures. Entrée : 40 F (gratuit réduit) : 25 F, gratuit jusqu'à 12 ans. Droit d'inscription aux exposés : pour la journée 250 F (étudiants : 125 F). Renseignements au 42-78-18-07. Visites-conférences proposées dans le salon par les conférenciers des musées-muséomax (gratuit). Départs : 14 h, 11 h 30, 12 h 30, 14 h 15, 15 h 30, 17 h. Catalogue : 90 F.

Advertisement for 'Le SIME' exhibition, listing various art works and artists like 'FLEURS ET FRUITS' and 'SCULPTURES'.





EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h, sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

Musées

ZURBARAN, Grand Palais. Galeries nationales. Entrée : place Clémenceau (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F; le samedi : 18 F. Du 16 janvier au 11 avril.

Richelien. Sauf dimanche et jours fériés, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier. ELISABETH SUNDAY, Jusqu'au 16 janvier. LES PAPIERS MARBRÉS FRANÇAIS, Jusqu'au 9 janvier. Bibliothèque nationale, Galerie Colbert (voir ci-dessus).

JEAN-BAPTISTE DEBRET, Un peintre philologiste au Bonaparte, Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (42-56-60-17). Sauf dimanches et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 20 février.

LE DIVIN BAMBOU, Exposition de pipes à opium chinoises. Galerie Gérard-Lévy, 17, rue de Beaune (42-61-26-55). Jusqu'au 30 janvier.

PIOTR STASKIEWICZ, Galerie du Haut-Pavé, 3, quai Montbello (43-54-58-79). Jusqu'au 25 janvier.

(80-30-31-11). Jusqu'au 15 février. Gerhard Merz: Inferno. Centre d'art contemporain, 16, rue Quatin (80-30-75-23). Jusqu'au 28 janvier.

BILLETEL, LE GUICHET QUI SE DONNE EN SPECTACLE. Image of a person at a ticket machine.

A la Fnac, BilleTel vous offre instantanément trois services: le guide des spectacles sur écran, le choix et la réservation automatique des places et le paiement par carte bancaire des billets délivrés.

1er FESTIVAL ORIENT-OCIDENT. Café de la Danse du 10 au 23 janvier 1988. Liste of artists including Juliette GRECO and Marienne AUBICOSTE.

THEATRE 71 MALAKOFF. 13 JANVIER - 14 FEVRIER. L'AMANTE ANGLAISE de Marguerite Duras.

THEATRE DE LA POSTOLLE. INSOMNIES, QUESTIONS ET REponses. Ensemble Baroque de Nice.

THEATRE DE LA POSTOLLE. DIDON ET ENEE. Opéra de Henri Purcell.

SORTIE LE 13 JANVIER. COBRA VERTE KINSKI. WERNER HERZOG. Image of a landscape.

PRRROLONGATION ZOU AU BATACLAN! LOCATION: 47 00 39 12

ARTS ATRE. Large vertical advertisement with various text and graphics.

Handwritten note in a box: سكران من الامم

THEATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de violence et les dates de première sont indiqués entre parenthèses... HAUTE SURVEILLANCE Studio des Ursulines (43-26-19-09) (dim., mar.), 22 h 15; sam. 24 (13).

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-31-21). Mère Faut; 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Disparition; 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

HORS PARES

CAEN. LE SONGE. La Comédie de Caen (31-86-55-52). Mère en scène de J.-P. Sarrazin. Du 14 janvier au 3 février.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (43-08-77-71). Les Cahiers Tangos; ven. 20 h 30, sam. 21 h et 17 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. ARTISTIC-ATHEVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haïne L'enfance d'Hitler; 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mar.

ELENA MOUZALAS

Recital de piano. Hadzidakis, Constantinidis, Théodorakis, Collet, Liszt. Vendredi 15 janvier à 21h. Renseignements 39 14 23 77

THEATRE DE SARTROUVILLE

OPERA DE PARIS. SALLE FAVART 16, 19, 20, 21, 23 (m. et s.) Janvier. CARTE BLANCHE A VENET ET ARMAN. SPECTACLES DE PEINTRES ET SCULPTEURS A L'OPERA.

CHAILLOT

LE MISANTHROPE - ANACAONA. Molière - Jean Métellus - Antoine Vitez. A partir du 28 janvier. A partir du 18 février. En alternance du 23 février au 23 avril.

THEATRE GEMIER

VETIR CEUX QUI SONT NUS. Luigi Pirandello - René Loyon. Du 14 janvier au 14 février.

THEATRE EDOUARD VII

Les Liaisons Dangereuses. DE CHRISTOPHER HAMPTON. ADAPTATION JEAN-CLAUDE BRISVILLE. D'APRES CHODERLOS DE LACLOS. MISE EN SCENE GERARD VERGÈZ.

Cinéma

Vous aimez le cinéma. Vous suivez les festivals. Vous ne regardez que les films à la télé. Vous aussi. Pour le plaisir du cinéma nous vous offrons 4 numéros gratuits.

COBRA VERTE. KINÉ. Large vertical advertisement for a cinema or theater performance, featuring a large image of a person's face.

Handwritten text at the bottom of the page: "سكندرية الامل"



ARTS ET SPECTACLES

CINEMA

INTERVISTA (Fr.-It. v.a.): Gaumont Les Halles, 14 (42-25-10-30); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hauffouille, 6 (46-33-79-38); Pathé Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); La Paquette, 7 (45-59-19-08); Gaumont Ambassade, 8 (43-57-90-81); Eclair, 13 (47-07-28-04); Gaumont Aléa, 14 (43-21-84-50); 14 Juillet Beauperrine, 15 (43-75-75); Biévenne Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

PROMES, JURE ! (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Montparnasse, 15 (45-44-25-02). LE PROVISEUR (A. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (45-36-83-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Lyon Beauville, 12 (43-43-01-59); Le Galaxie, 13 (45-80-18-03); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Mistrall, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Cléby, 19 (45-22-46-01); Trois Secrétaires, 19 (42-06-79-79).

RENDEZ-VOUS (It.-A. v.f.): Maxoville, 9 (45-77-32-86). SEUS UNIQUE (A. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Colisée, 6 (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); La Bautille, 11 (43-54-07-76); 14 Juillet Beauperrine, 15 (45-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (45-36-83-83); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Montparnasse, 15 (45-44-25-02); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

SOIGNE TA DROITE (Fr.): Gaumont Les Halles, 14 (42-25-10-30); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-09-83); Gaumont Colisée, 6 (45-74-94-94); 14 Juillet Beauville, 12 (43-43-01-59); Gaumont Paranaise, 14 (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14 (43-21-84-50); Gaumont Convention, 15 (45-44-25-02). LES SORCIÈRES DE EASTWICK (A. v.a.): Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-25). SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.): L'Espresso, 6 (45-62-41-46); Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LES FILMS NOUVEAUX

COSMA VERDE. Film allemand de Werner Herzog, v.a.: Ciné Bourse, 14 (42-25-10-30); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champ-Élysées, 6 (45-62-20-40); La Harpe, 9 (46-34-25-25); v.f.: Rex, 2 (45-36-83-83); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); UGC Lyric, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Gaumont Paranaise, 14 (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14 (43-21-84-50); UGC Convention, 15 (45-44-25-02); Images, 19 (45-22-47-94).

LES STANCES SPÉCIALES

LES ABYSSINES (Fr.): Les Trois Lumières, 6 (46-33-79-38) L.J. à 12 h. L'ÂGE DE MONSIEUR EST AVANCÉ (Fr.): R. de la Harpe, 9 (46-34-25-25) mer. jan. ven. à 12 h. AMADEUS (A. v.a.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) (copie neuve) mer. jan. ven. à 19 h 45, dim. 19 h 45, mar. 19 h 45.

LES FESTIVALS

ALFRED HITCHCOCK (v.a.): Action Rivé Gauche, 5 (43-29-44-40). Pas de printemps pour Marie, mer. séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Mais qui a tué Harry?, mer. séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Sœurs froides, dim. séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Le Cidre, lun. séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Le Maître au collet, mar. séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES FILMS PERDUS

MA VIE DE CHIEN. Film autrichien de Jean Seifenberg, v.a.: Gaumont Les Halles, 14 (42-25-10-30); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (45-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (45-36-83-83); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Lyric, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Gaumont Aléa, 14 (43-21-84-50); Gaumont Convention, 15 (45-44-25-02); Images, 19 (45-22-47-94).

LES FILMS PERDUS

LES GENS DE DUBLIN. Film américain de John Huston, v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74); Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-09-83); Pathé Hauffouille, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-92-82); 14 Juillet Beauville, 12 (43-43-01-59); Eclair, 13 (47-07-28-04); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Convention, 15 (45-44-25-02); Images, 19 (45-22-47-94).

LES FILMS PERDUS

LES GENS DE DUBLIN. Film américain de John Huston, v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74); Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-09-83); Pathé Hauffouille, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-92-82); 14 Juillet Beauville, 12 (43-43-01-59); Eclair, 13 (47-07-28-04); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Convention, 15 (45-44-25-02); Images, 19 (45-22-47-94).

V.O.: MARIGNAN Impérial - FORUM Hauffouille - HAUTEVILLE - MAYFAIR - PARRASIENS 14 JUILLET Beauville - 14 JUILLET Beauperrine - 14 JUILLET Odéon - ESCURIAL V.F.: NATON - MAILLOT - CYRANO Versailles.

ANJELICA HUSTON et DONAL McCANN THE DE AD Gens de Dublin JAMES JOYCE Un film de JOHN HUSTON

LES MONTAGNES DE LA LUNE. Film franco-portugais de Paul Rache, v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 14 (42-97-53-74); Lattès, 6 (42-78-47-84); Les Trois Lumières, 6 (46-33-79-38); Sept Paranaïens, 14 (43-35-30-40). PACYÉ AVEC UN TUEUR (Fr.) Film américain de John Flynn, v.a.: Forum Horizon, 14 (45-08-27-57); George V, 9 (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-92-82); v.f.: Maxoville, 9 (45-77-72-86); Pathé Français, 6 (47-07-28-04); Favette Bis, 13 (43-36-23-44); Mistrall, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 15 (45-44-25-02); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathé Wepler, 19 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE CONTE DES CONTES (Sov. v.a.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) L.J. à 16 h 30 et 21 h. ANNE TRISTER (Can.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 18 h 45, ven. 17 h. ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 18 h 45, dim. 18 h 30. AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A. v.a.): Studio des Ursulines, 5 (45-22-46-01) mer. jan. ven. lun. mar. 20 h, 22 h.

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A. v.f.): Le Berry Zélie, 11 (45-31-51-55) mer. 18 h, dim. 15 h et 19 h. LE BAISER DE LA FEMME ARAGNÉE (A. v.a.): République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 22 h, dim. 19 h 40. BRIDY (A. v.a.): Studio Galandé, 5 (43-54-72-71) L.J. séances à 14 h 10 film 5 mm après.

UGC DERoule POUR VOUS LE TAPIS BLEU Pourvoir aller quatre fois au cinéma sur simple présentation de votre carte; bénéficier d'un tarif préférentiel pour tous les films, tous les jours, à toutes les séances, être traité en spectateur privilégié; voilà ce que la carte UGC PRIVILÈGE propose aux passionnés de cinéma. En vente aux caisses des cinémas UGC et au PRINTEMPS Haussmann «Espace Loisirs» (sous-sol PRINTEMPS de la Maison). Pour 100 francs, cette carte vous permet de voir quatre films de votre choix pendant une période de trente jours et vous fait bénéficier, de plus, d'une réduction sur votre cinquième entrée. Valable dans 130 salles de Paris et sa périphérie, la carte UGC PRIVILÈGE est disponible aux caisses des cinémas UGC. Appelée UGC Informations: 47-47-12-34. Carte UGC PRIVILÈGE: 4 films pour 100 francs.

مكتبة من الامم



# Le Monde DIRIGEANTS

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONCANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

REPRODUCTION INTERDITE

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

## Directeur général

Activité parfums  
500.000 F

Bruxelles - Cette marque anglo-saxonne de prestige, mondialement connue, a récemment lancé une nouvelle gamme en parfumerie, par l'intermédiaire de son réseau mondial de boutiques. Pour accentuer sa pénétration internationale, elle recherche un directeur général qui développera ce secteur d'activité grâce à ces magasins et en utilisant les canaux appropriés de la distribution en parfumerie. Rattaché au directeur de la division Europe Continentale et assisté d'une petite équipe, il sera responsable du management global de cette activité : élaboration et mise en œuvre de la stratégie commerciale et marketing internationale, développement des ventes et renforcement d'une gamme de parfums et produits de beauté de haute qualité. Ce poste, basé à Bruxelles, s'adresse à un candidat âgé de 34 ans minimum, diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent et maîtrisant bien l'anglais. Il devra justifier d'une expérience réussie de la direction d'un centre de profit ou de la gestion d'une zone export incluant si possible les États-Unis au sein d'un groupe international de parfumerie. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) sera de l'ordre de 500.000 francs (ou pourra être supérieure si le calibre du candidat le justifie) et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9345MD. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

5, rue des Gardiens - 92521 BOULLEVARD - Tél. 01.47.11.64  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## FAIRE VIVRE ENSEMBLE TRADITION ET TECHNOLOGIE

# DIRECTEUR GENERAL

EN FRANCHISE-COMTE

Filiale d'un groupe, notre réputation est bien ancrée en France; nous souhaitons et avons les moyens de la développer en Europe. Respectueux du savoir-faire légué par nos fondateurs, nous n'en intégrons pas moins des équipements dont la technologie peut être qualifiée d'avancée.

Vous avez 35/40 ans, diplômé Grandes Écoles, votre expérience d'Ingénieur, Armement ou similaire fait de vous un homme de terrain, animateur et gestionnaire.  
Vous savez ce que signifie les termes qualité, délais, coûts, mais aussi prix de revient.  
Bien sûr, vous n'hésitez pas à vous remettre en cause dans une optique "toujours mieux".  
Autonome, disponible, vous serez responsable de l'entreprise, rattaché à la Présidence située à Paris.  
Vous évoluerez dans une structure jeune et serez gratifié d'un salaire motivant.

Ce challenge vous intéresse, alors adressez-nous un dossier de candidature (C.V., photo, prétentions).  
Geneviève DESBRUÈRES, 103, rue Jouffroy, 75017 PARIS.



**ICIMOD** International Centre for Integrated Mountain Development  
Kathmandu, Nepal

In preparation for the retirement of the first Director, Professor Colin Rosser, The Board of Governors invites applications for the post of

## DIRECTOR

Qualifications should include:

- A distinguished career of professional achievement in any of the disciplines relevant to the practice and promotion of integrated mountain development.
- Major practical and research experience with integrated development and environmental management in mountain areas, preferably in the Hindu Kush-Himalayas.
- An established record of institutional management at the highest level, and of the leadership and motivation of a multi-disciplinary and international staff of senior scientists and professionals.

Substantial experience of high-level executive positions in relevant international institutions would be particularly appreciated. Candidates may be male or female, and of any nationality. The working language of the Centre is English.

ICIMOD is an autonomous international organisation with its Headquarters in the Kingdom of Nepal, with the primary objective of promoting the sustained well-being of mountain communities through effective socio-economic development policies and programmes, and through the sound management of fragile mountain habitats.

The Centre currently has an international professional staff of 25-30 and an annual budget exceeding U.S. \$ 2 million. The Centre's publications and programmes may be obtained directly from ICIMOD, P.O. Box 3226, Kathmandu, Nepal.

The appointment of the new Director of ICIMOD will be for a term of four years, preferably from April 1989 or as early as possible thereafter. The salary and allowances of this exceptionally challenging post will be commensurate with the high qualifications and experience required, comparable to equivalent top-ranking positions in international organisations.

Further details can be obtained from the address below, where applications should be received not later than 15 April 1988 by:

the Chairman of the Board of Governors,  
ICIMOD, P.O. Box 4925, 8022 Zurich, Switzerland.

## Directeur Général

Portugal

Notre entreprise fabrique et vend des produits de mode très élaborés, forts de notre technicité et du professionnalisme de nos équipes, nous développons harmonieusement et souhaitons créer une filiale fabrication et commercialisation au Portugal.

En tant que Président, vous aurez dans ce pays le temps à vous imprégner des valeurs de notre entreprise et à en découvrir les produits et le fonctionnement.

Nous vous donnerons ensuite les moyens de créer votre filiale qui bénéficiera d'une large autonomie.

Diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, possédant une large expérience commerciale, vous devez être un homme de développement et un manager soudeux de mener à bien les projets que nous aurons élaborés ensemble. La participation au capital sera, à moyen terme, l'un des aspects de votre réussite.

Merci d'envoyer votre dossier confidentiel, n° ref. G 8003/M à notre Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

nervet pont conseil



## Un puissant groupe bancaire international

Lebanon - France - Espagne - Italie - Portugal - Royaume-Uni

## DIRECTEUR DE LA TRÉSORERIE

VOUS AVEZ:  
• une large expérience des Opérations de Change,  
• une connaissance approfondie des systèmes bancaires internationaux qui fait de vous un intervenant pertinent,  
• des qualités de Manager et d'Animateur appréciées de votre Équipe,  
• une bonne connaissance des formes de relations dans un Groupe International.

VOUS SOUHAITEZ:  
• contribuer à son développement,  
• participer à l'élaboration de sa stratégie,  
• faire partager vos talents.

NOUS OFFRONS:  
• indépendamment de votre possibilité d'évolution de carrière, une rémunération particulièrement attractive.  
• Poste basé à Paris.

Envoyez votre dossier de candidature qui sera traité en toute confidentialité, à notre adresse: 14250, à PIERRE LICHATI - 10, rue de Valenciennes - 75002 PARIS - tel. 47.82.11.11.

## ACCÉDEZ AU PLUS HAUT NIVEAU

# PARIS DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT

ESSEC - HEC  
EXPERTISE -  
COMPTABLE  
+ EXPERIENCE  
BANCAIRE

A 40 ans environ, diplômé HEC ou ESSEC et titulaire de l'expertise comptable, vous avez fait vos preuves au cours de ces dix dernières années dans les domaines de la finance et de la comptabilité en milieu bancaire.

Aujourd'hui, pour concilier votre carrière, vous êtes prêt à relever le challenge dans un grand groupe français de 3 milliards de francs de C.A., également impliqué à l'étranger et en forte croissance.

Adjoint au Directeur financier GROUPE dans un premier temps, vous offrez:

**MEDIA COMMUNICATIONS**  
100/102, rue Nationale - 97600 LALE, qui transmettra

vous former à nos procédures internes et acquiescer une parfaite connaissance de nos structures.

Une facilité d'adaptation, votre personnalité affirmée, votre compétence offra à votre futur potentiel encore vos meilleurs atouts pour gagner la confiance du Groupe et, à moyen terme, accéder à la plus haute fonction: Directeur financier GROUPE.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre motivationnelle, C.V. et photo), sous la référence 514/114, à

## LE MONDE DIRIGEANTS

l'opportunité offerte aux entreprises d'accélérer les recrutements de leurs dirigeants.

Pour tous renseignements contactez :  
LE MONDE PUBLICITÉ, département Communication Emploi.  
Tél : 45-55-91-82.

صكنا من الالهي







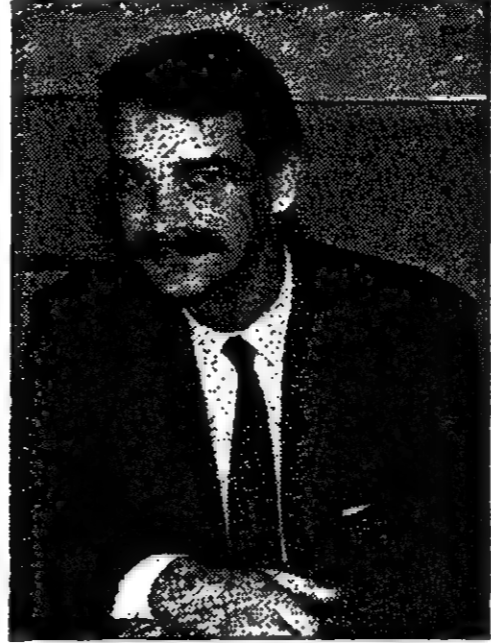
هكذا من الاعمال

CLERMONT-FERRAND - 20/21 JANVIER 1988

# ENSEMBLE



JEAN-PIERRE ROUX  
Député-Maire d'Avignon



PHILIPPE CATHONNET  
Président de SNMI

Il y a à peine un an, Philippe Cathonnet rencontrait Jean-Pierre Roux en mairie d'Avignon. L'objet de l'entretien portait sur le transfert des activités de la Société Nouvelle de Métallisation Industries, entreprise leader dans les techniques de projection à chaud. Avignon, carrefour industriel en pleine expansion avec une taxe professionnelle intéressante, s'avérait être un site privilégié. Aussitôt, les deux hommes se sont trouvés un langage commun et la ville décidait d'octroyer à l'entreprise un crédit-bail dont le résultat a été une usine clé-en-main.

Le 12 novembre dernier, accompagné de Jean-Pierre Roux, Philippe Cathonnet a signé un contrat pour installer la première société franco-soviétique à Moscou.

Avignon-SNMI, un bon exemple de dialogue ville-entreprise, un bon exemple parmi ceux qui seront abordés lors de la convention Vive la Ville à Clermont-Ferrand les 20 et 21 janvier prochains.



ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE - TÉL. : (0) 45.48.14.16.



**Les établissements bancaires...**  
Le Crédit Lyonnais...  
**De 1 (anomalie) à 6 (T...**  
L'Association des Maires de Grandes Villes de France...

IER 1988

SOMMAIRE

La Commission européenne a transmis aux ministres des Douze ses propositions sur la libéralisation du système bancaire...

Les régions ont transmis au gouvernement leur projet de contrat pour l'établissement du onzième plan pour la période 1989-1993...

Le gouvernement britannique va supprimer les aides régionales à l'industrie pour mettre en

œuvre un dispositif en faveur de l'innovation et des fusions d'entreprises (lire page 29).

La Suède a annoncé un budget d'austérité pour 1988. Son déficit est le plus faible depuis le début des années 70...

BILLET

Prudence socialiste

La meilleure situation du régime général de la Sécurité sociale fin 1987 a plutôt tempéré les critiques à l'égard du gouvernement...

L'économie retarde par le gouvernement et un peu faibles les évolutions des honoraires médicaux en 1988...

Les mouvements de capitaux à l'horizon 1992 L'installation d'établissements bancaires dans la CEE sera contrôlée par la banque centrale du pays d'origine

La Commission européenne devait soumettre, le mercredi 13 janvier, aux gouvernements membres une proposition de directive concernant la libéralisation de l'activité bancaire dans la Communauté...

caire, mécanisme de contrôle interne, fonds propres, ratios de solvabilité, couverture des grands risques, systèmes minimaux de garantie des dépôts...

L'« agrément bancaire unique »

Le cœur du projet de la directive est constitué par l'« agrément bancaire unique », qui dispense donc de demander aux banques centrales des pays partenaires le droit de s'installer ou d'opérer sur leur territoire...

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

A compter du 1er janvier 1993, une banque française pourra installer librement des filiales et succursales dans les autres États membres...

L'agrément qui lui aura été donné par la Banque de France suffira, en effet. En outre, ce sera cette même Banque de France qui sera chargée de contrôler les activités des établissements de crédit français dans les autres États membres...

Les banques des pays tiers veulent opérer dans la CEE pour bénéficier des nouvelles facilités de ce marché intérieur bancaire, à condition que leur pays d'origine accorde une liberté d'accès analogue aux banques de la Communauté...

La libéralisation que veut promouvoir la nouvelle directive sera subordonnée à l'harmonisation, dans des conditions plutôt rigoureuses, des principales « règles prudentielles » applicables à l'activité bancaire...

ÉNERGIE

Création d'une échelle d'évaluation des accidents nucléaires De 1 (anomalie) à 6 (Tchernobyl)

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T, et du tourisme, a annoncé mardi la création d'une échelle d'évaluation des accidents nucléaires « échelle de Richter » qui mesure l'intensité des tremblements de terre...

Niveau 2 : incidents susceptibles de développements ultérieurs, c'est-à-dire, ayant potentiellement des conséquences significatives pour la sûreté et d'un coût économique non négligeable...

Niveau 3 : incidents affectant la sûreté, conduisant soit à des rejets radioactifs sans gravité (moins du dixième des limites annuelles autorisées), soit à des fuites internes de radioactivité, soit à une dégradation des barrières et des systèmes de sécurité...

Niveau 4 : accidents sur l'installation, entraînant soit des rejets extérieurs tout juste acceptables (dans les limites annuelles autorisées), mais sans conséquence radiologique significative, soit une détérioration du cœur nucléaire, soit une irradiation ou une contamination sérieuse des agents de l'installation...

Niveau 1 : anomalies de fonctionnement entraînant une utilisation de systèmes de sécurité, en raison d'un dépassement des normes techniques. Exemple : les incidents intervenus en 1987 à la centrale de Tricastin (remplacement dans des conditions délicates d'une petite tuyauterie)...

Publicité M. Maurice Lévy annonce la réorganisation de Publicis

M. Maurice Lévy, nouveau président du directoire de Publicis, devait annoncer mercredi 13 janvier à trois cent cinquante cadres et collaborateurs la réorganisation qu'il avait prévue lors de sa nomination (le Monde du 29 septembre 1987)...

Publicis-Communication, nouvelle entité présidée par M. Maurice Lévy, regroupera l'ensemble des activités et coiffera deux branches : Publicis-Communication et Médias-Régies...

Publicité-Communication (toutes les agences de publicité, en France et à l'étranger, spécialisées en régionales), aura une structure « à l'américaine » avec toute une série de vice-présidents. Le « chairman exécutif » sera M. Maurice Lévy, flanqué d'un « vice-chairman » ou la personne de M. Claude Marcus, jusqu'ici chargé de l'international, qui est aussi membre du directoire, et d'un « executive vice-président », M. Gérard Pedraglio...

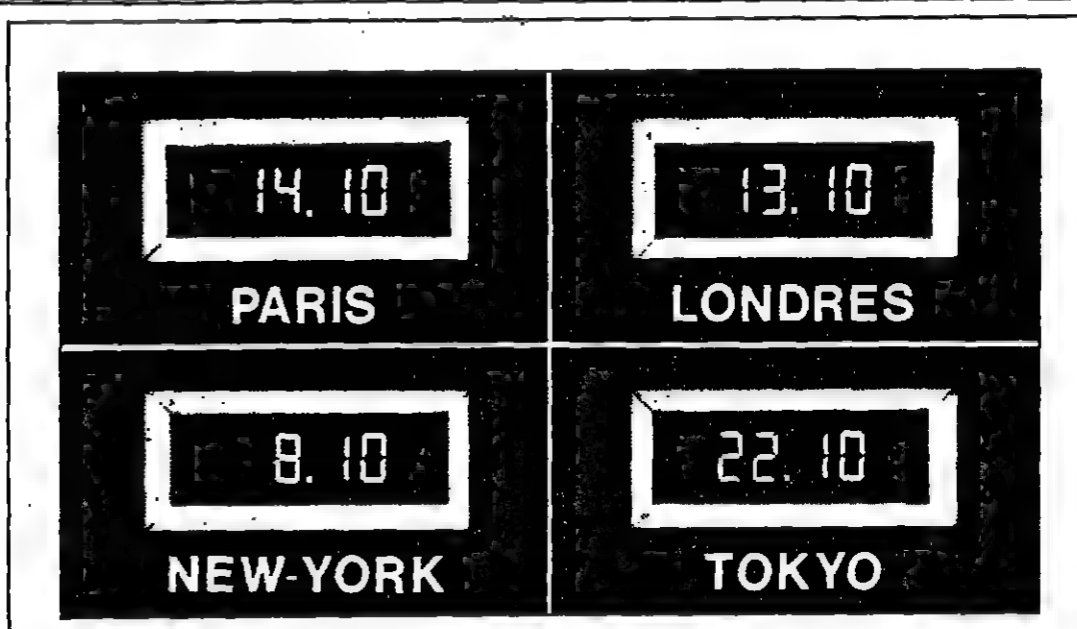
Médias-Régies, présidé par M. Bruno Desbarats, également membre du directoire, regroupe les quatre domaines de la régie publicitaire : presse (Telepress), le Point Communication, Régie Libération, le Monde Publicité, radio (Europe 1), affichage (Giraudy), cinéma (Médiavision), ainsi que Métrobus...

Selon un sondage de la fondation Europe et société Les services publics ne sont pas assez tournés vers la clientèle

Les services publics ne sont pas jugés aussi mal qu'on le dit par leurs usagers, mais ces derniers déplorent toutefois ne pas être traités suffisamment comme des clients. Telle est, en résumé, la conclusion d'un sondage (1.516 personnes interrogées) qui sera présenté en avant-propos d'un colloque organisé par la Fondation Europe et Société, les 14 et 15 janvier à Paris (1)...

dent mieux aux besoins des clients (87,9%) et améliorent leurs relations commerciales (87,7%). La mise en concurrence est, à cet égard, souhaitable (78,6%) ainsi que l'europanisation (75,6%). Cette dynamisation ne doit pourtant pas se faire aux dépens des valeurs traditionnelles : les garanties sociales devraient progresser (62,4% des personnes interrogées pensent que cela reste un but des services publics)...

Service indispensable ne se traduit pas par service identique. Les Français attendent, en priorité, que les services publics innovent (95% des personnes interrogées), répondent mieux aux besoins des clients (87,9%) et améliorent leurs relations commerciales (87,7%)...



Gagner sur le temps.

Aujourd'hui, il n'y a de performance financière que dans une perspective internationale. Pour Paribas Asset Management, filiale spécialisée de gestion de portefeuilles, le monde est un espace de décision permanent. Depuis Paris, New York, Londres, Genève et Tokyo, 50 spécialistes gèrent plus de 100 fonds d'investissement pour une clientèle française et internationale...



Handwritten Arabic text at the bottom of the page.



# Économie

## ÉTRANGER

### Confronté à de sérieuses revendications salariales Le gouvernement suédois présente un projet de budget « basses calories »

STOCKHOLM  
de notre correspondant

« Rigide », « sans surprise », voire « terne » ou « faible » : tels sont les qualificatifs qui ont accueilli le projet de loi de finances suédois pour l'exercice budgétaire 1988-1989, annoncé le lundi 11 janvier, par le ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feldt. Ce dernier l'a présenté lui-même comme un « budget-santé, sans couche de lard électoral », les prochaines législatives devant avoir lieu en septembre prochain.

Un projet basses calories donc, car un obstacle de taille s'opposait à l'annonce de promesses et de réformes : les négociations salariales, engagées récemment, menacent d'être longues et ardues, certaines organisations syndicales revendiquant pour leurs membres des augmentations de salaires supérieures de plusieurs points au plafond de 4 % calculé par le ministre, soutenu sur ce sujet par les organisations patronales. Un premier préavis de grève, concernant près de cinquante mille cadres de l'industrie, a été déposé pour le 18 janvier à treize heures. Une grève qui peut, à elle seule, paralyser des secteurs majeurs de l'industrie, ce dont le Suède ne passerait à l'heure où ses exportations, précisément, sont décevantes.

Le ministre des finances a donc choisi d'attendre le printemps pour annoncer les réformes et mesures de plus grande envergure attendues, notamment le réaménagement de la loi sur l'environnement, la politique énergétique et la politique familiale, trois bons sujets électoraux. Les retraités, dont les pensions avaient été rognées par la dévaluation décidée en 1982 par les sociaux-démocrates, de retour à la tête du pays après six années dans l'opposition, devront attendre la prochaine législature avant d'obtenir le réajustement promis. Les mécontents sont nombreux en ce début d'année, qui avaient espéré une garantie de l'amélioration de leur situation. Parmi les bénéficiaires immédiats figurent malgré tout l'enseignement, négligé les années précédentes, les services sanitaires et hospitaliers ainsi que, dans une certaine mesure, la protection de l'environnement.

#### La « troisième voie » menacée

Pourtant, la croissance économique a été supérieure aux objectifs pour atteindre 2,5 % en 1987, le plein emploi est presque devenu réalité - le chômage a été ramené à 2 % de la population active - et les investissements sont restés dynamiques. Mais, « la politique économique de la troisième voie se trouve à un tournant critique », selon M. Feldt, qui ne souhaite pas remettre en cause sa stratégie d'assainissement lancée en 1982 par le gouvernement social-démocrate. Il s'agit alors de réduire, avant tout, le déficit de la balance des comptes courants, de stimuler l'épargne, de renforcer la

compétitivité en tenant la bride serrée aux salaires, aux prix et à la consommation.

Après avoir porté ses fruits et relancé l'économie, cette « troisième voie » est aujourd'hui menacée.

Le commerce extérieur s'est, en effet, détérioré. Après avoir escompté un excédent de la balance des comptes courants de 3,6 milliards de couronnes (1), le gouvernement a été confronté à un déficit de 4,8 milliards en 1987.

Compte tenu des incertitudes de l'économie internationale, M. Feldt a joué la prudence : 4 % d'augmentation des salaires pour une inflation limitée à 3,4 % en 1988 et un projet de budget presque équilibré, qui ne laisse guère de marge aux extravagances. Les dépenses s'élevaient à 353 milliards de couronnes, les recettes à 341 milliards. Le déficit, 12 milliards de couronnes, soit 1,1 % du PNB est le plus faible depuis le début des années 70. Si ces objectifs sont tenus, le ministre des finances estime pouvoir limiter le déficit de la balance des paiements courants à 12,2 milliards de couronnes en 1988 et à 15,6 milliards en 1989. Si les salaires augmentent de 7 à 8 %, ce déficit pourrait atteindre 20 milliards et l'inflation tourner autour de 5 à 6 %, obligeant le gouvernement à prendre des contre-mesures d'austérité.

Le ministre espère que les Suédois « comprendront cet avertissement ». Mais il attend de connaître le résultat des négociations salariales avant de compléter son projet de manière plus substantielle, voire plus « électoral ». Grâce aux 5 milliards de couronnes mis en réserve, il dispose d'une petite « couche de lard » reconfortante qui lui fait actuellement défaut et il pourrait annoncer, par exemple, une réduction de la pression fiscale, la Suède détenant toujours le record dans cette spécialité.

FRANÇOISE NIETO.

(1) 100 couronnes = 93,5 F.

### Un Livre blanc pour M<sup>me</sup> Thatcher

### La Grande-Bretagne réforme sa politique d'aide aux entreprises

Depuis l'arrivée de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher au pouvoir, en 1979, l'idée même de « politique industrielle » avait été bannie en Grande-Bretagne, mettant le ministre du commerce et de l'industrie dans une position ambiguë. Lors Young, arrivé à la tête de ce ministère en juin dernier, a décidé de clarifier la situation en annonçant, le mercredi 13 janvier, dans un Livre blanc, une nouvelle définition du rôle de son équipe sous la bannière de la « stratégie d'entreprise ».

L'option n'est pas nouvelle. Depuis neuf ans, les gouvernements conservateurs qui se sont succédés sous la direction de M<sup>me</sup> Thatcher n'ont cessé de plaider pour la création d'un « climat » favorable aux entreprises et à l'initiative privée au détriment des aides globales du gouvernement. La privatisation n'a fait qu'accroître cette politique. La réforme annoncée par lord Young n'en a pas moins déçu les conservateurs, alors que son point essentiel, l'abandon de quinze ans d'aide régionale redéployée en faveur d'un soutien plus direct aux sociétés, déchaîne les critiques de l'opposition. Il s'agit, selon M. Neil Kinnock, le leader travailliste, d'un « nouvel acte de sabotage » et non d'une stratégie capable de permettre à la Grande-Bretagne de mieux diversifier son industrie pour compenser la baisse des recettes pétrolières.

#### Subventions plus sélectives

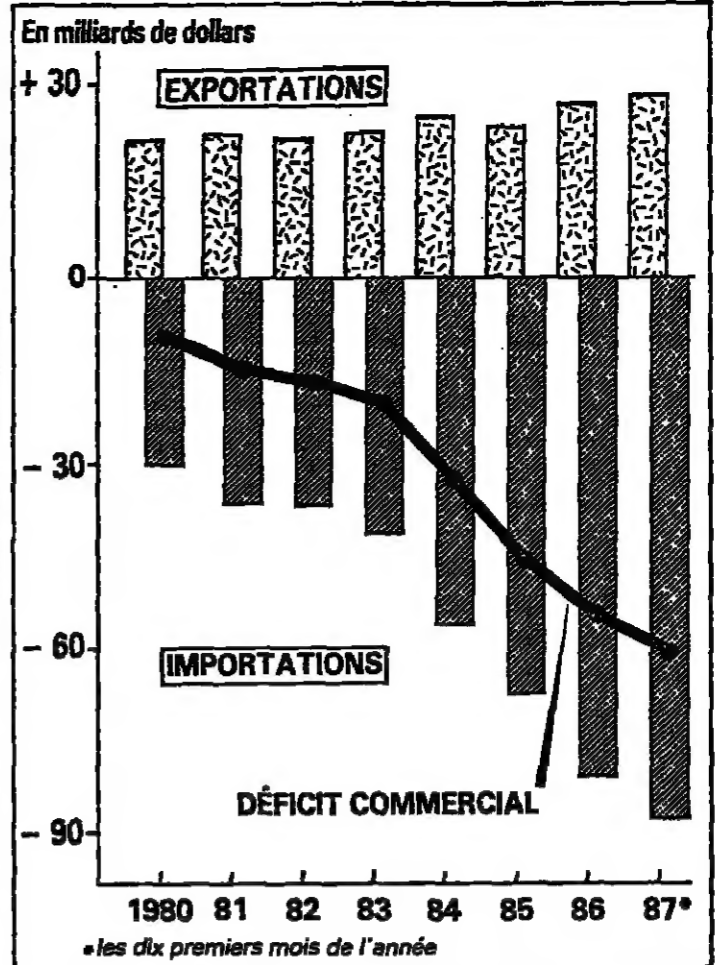
A compter du 1<sup>er</sup> avril 1988, les aides traditionnellement attribuées aux régions en difficulté seraient remplacées par des subventions beaucoup plus sélectives à des projets. Deux programmes sont en outre prévus en faveur des petites et moyennes entreprises. Ces derniers, principales bénéficiaires de la réforme, pourront, en outre, profiter des conseils des fonctionnaires du ministère, dans une centaine de bureaux régionaux portés au nombre de vingt-quatre. Une approche de « marché » remplacera ainsi l'approche industrielle qui avait jusqu'à présent primé au sein du ministère. Les grandes entreprises se verront livrées à leur sort, les aides dont elles jouissaient étant appelées à baisser fortement.

En dehors de ce changement de taille, le Livre blanc a déçu les milieux d'affaires par ses approximations. S'il entend simplifier les procédures et introduire de nouvelles pratiques lors des fusions pour être en phase avec les propositions de la Commission européenne (une nouvelle loi sur la concurrence et les fusions sera annoncée d'ici un mois), le gouvernement britannique n'abandonne rien de la panoplie en place. Il existera toujours, aux côtés de l'Office of Fair Trading (Office de la concurrence), une commission sur les monopoles et les fusions, contrairement à l'attente de l'organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique (CBI). Quant au programme prévu pour promouvoir l'innovation (initiale Alvey), il disposera de moyens financiers inférieurs aux souhaits des milieux d'affaires : 29 millions de livres de la part du ministère lui-même au cours des trois ans à venir, 55 millions de la part du conseil de recherche pour la science et la technologie.

Dans la ligne de la politique libérale, les propositions du Livre blanc manquent, de la cohérence dont le pays aurait besoin pour tenter de lutter contre les disparités croissantes entre le Nord, mis à mal par le déclin des industries traditionnelles, et le Sud florissant. Il risque surtout de confirmer un désengagement qui n'a cessé depuis 1979 : le budget du ministère de l'Industrie et du Commerce a, depuis lors, été amputé de plus du quart. Le fait que lord Young ait assuré que l'aide régionale serait en fait simplement redéployée pour passer de 478 millions de livres durant l'exercice budgétaire en cours à 560 millions en 1988-1989 et 513 millions un an plus tard ne rassure guère que les petites et moyennes entreprises.

F. Cr.

### Le déficit américain s'est creusé avec le Japon



Le premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, reconstruit, le mercredi 13 janvier, à Washington, le président Reagan. A l'ordre du jour de ce sommet nippo-américain : la situation économique mondiale et les échanges commerciaux entre les deux pays. Le graphique montre l'évolution significative du déficit commercial américain avec le Japon sur les sept dernières années. Pour remédier à ce déséquilibre, les Etats-Unis demandent à Tokyo de supprimer des barrières commerciales et d'ouvrir des secteurs industriels aux firmes américaines. Ils viennent de remporter un succès, puisque le Japon devrait autoriser prochainement les entrepreneurs américains à participer à des appels d'offres pour plusieurs grands chantiers.

### Security Pacific, sixième banque américaine abandonne de fait la moitié de ses créances sur le tiers-monde

Security Pacific Corp., sixième banque américaine, a décidé d'acquiescer aux provisions de 350 millions de dollars pour pertes éventuelles sur ses créances dans les pays du tiers-monde.

Cette décision porte à 980 millions les provisions de la banque effectuées à cette fin, soit 54 % du total de ses prêts dans les pays endettés. Security Pacific reconnaît ainsi que plus de la moitié de ses créances ne seront jamais remboursées.

Pour les mêmes raisons, cinq petites banques américaines viennent de décider des mesures similaires : First Wisconsin a augmenté ses provisions de 40 millions de dollars, Midland Corp. de 25 millions,

Huntington Bancshares de 25 millions également, Indian National Corp. de 11 millions et Signet Banking Corp. de 21 millions.

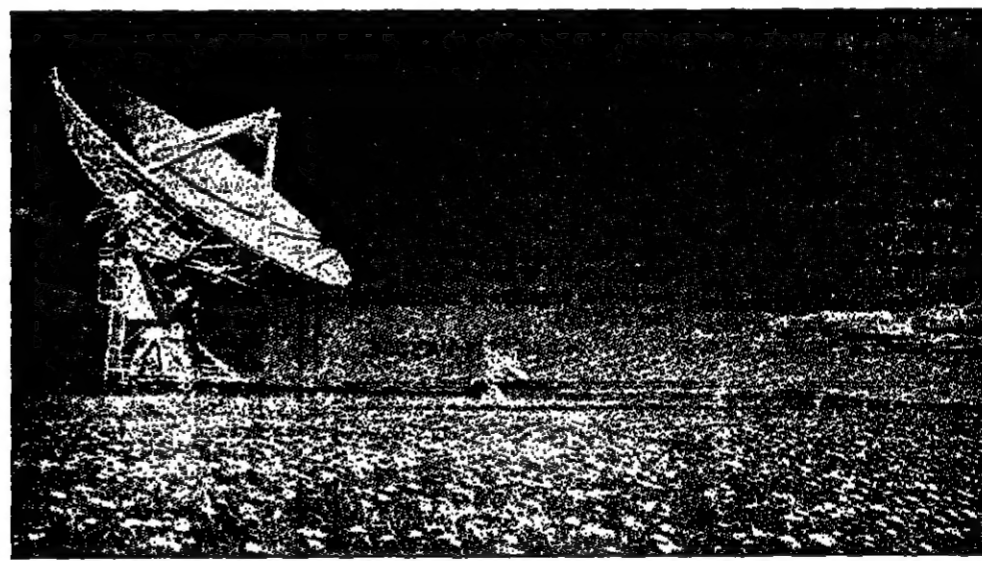
American Express Co, premier groupe américain de services financiers, a de son côté annoncé, mardi 12 janvier, une augmentation de 350 millions de dollars de ses provisions pour pertes de sa filiale bancaire internationale, American Express Bank Ltd (AEBL) et la radiation de tous ses engagements dans le secteur privé en Amérique latine.

Les provisions totales d'American Express pour pertes éventuelles sur les prêts s'élevaient désormais à 775 millions de dollars, soit 14 % de la totalité de ses engagements. A la fin de 1986, ces provisions se montaient à 192 millions de dollars.

En mai dernier, le premier groupe bancaire américain Citicorp avait pris l'initiative d'augmenter de 3 milliards de dollars ses provisions dévalorisant ainsi une grande partie de ses créances dans les pays endettés, plus particulièrement en Amérique latine.

L'initiative de la Citicorp avait été alors suivie par toutes les grandes banques qui avaient porté leur provision pour créances douteuses à environ 30 % de leurs prêts aux pays endettés.

Mais la décision de la Security Pacific est apparemment la première émanant d'une des toutes premières banques américaines de les porter au-dessus de 50 %.



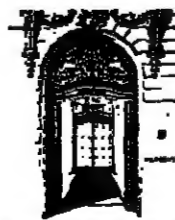
### Quand les valeurs changent il faut savoir maîtriser le temps.

Bouloversement des marchés, des monnaies, des taux d'intérêt, tel est désormais le nouvel environnement financier.

Comprendre les marchés, mettre à profit leurs fluctuations, gérer l'épargne liquide : tel est le métier de Paribas Asset Management.

Depuis Paris, New York, Genève et Tokyo, ses équipes de spécialistes disposent des moyens nécessaires pour analyser, prévoir et tirer parti à tout moment des opportunités d'investissement.

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19.



SICAV PARIBAS

Gagner sur le temps.

**RENTREE 26 JANVIER 88**  
NIVEAU DEUG, DUT, BTS...

Préparez-vous immédiatement à

**UN NOUVEAU METIER**  
ASSISTANTE EUROPEENNE  
DE MANAGEMENT DIPLOME ESA

Formation intensive: 9 mois en France,  
5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise débouchant  
sur 3 diplômes reconnus par les professionnels.

**ESAM**

ESAM 1<sup>re</sup> école française habilitée à préparer le diplôme européen ESA délivré dans 10 pays depuis 25 ans.

ESAM membre du groupe ICS et de l'Association Européenne de Secrétaires et de Managers.

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris. - Tél. : 47-66-84-22

M<sup>me</sup> Adresse \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

souhaite un rendez-vous d'orientation  souhaite une documentation

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
DES LIVRES

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة الأستاذ" (Library of the professor)

55.21 من الاجل

Marchés financiers

1,5 milliard de francs de bénéfice pour la poste en 1987

Pour la seconde année consécutive, la poste affiche un bénéfice : 1,5 milliard de francs en 1987, à comparer avec 134 millions en 1986...

précédemment. Le volume des lettres en particulier s'est accru sensiblement (+ 5,5 %), reflétant notamment l'obligation faite aux particuliers de timbrer depuis février 1987 leurs envois à la Sécurité sociale.

Les produits financiers ont également progressé, mais ce phénomène est dû à l'augmentation du taux d'intérêt (3 % contre 0,01 % en 1986) versé en 1987 par le Trésor sur les fonds des chèques postaux...

Les constructeurs automobiles ne pourront plus faire de publicité pour leurs crédits à bas prix

Les constructeurs automobiles ne pourront plus faire de la publicité pour les crédits à bas prix qu'ils offraient depuis un an à leurs clients.

Ledit Comité vient seulement d'être saisi du problème et ne devrait pas, avant plusieurs semaines, donner sa définition d'un coût de refinancement minimum.

Ainsi prendra fin une guerre du crédit automobile, inspirée de l'exemple américain, qui allait jusqu'au crédit gratuit. Il est à noter qu'en France Peugeot et Citroën avaient refusé de suivre totalement leurs concurrents dans cette voie.

Malgré l'optimisme affiché le mardi 12 janvier lors de la présentation des résultats, on sait que la poste s'inquiète pour ses activités financières, qui représentent la moitié de l'activité totale de ses dix-sept mille bureaux de poste...

Côté dépenses, la poste affiche une amélioration de 2 % de sa productivité : les charges de personnel et de fonctionnement n'ont augmenté que de 1,6 % l'an passé, grâce notamment à une réduction de trois mille quarante-trois emplois.

On constate enfin en 1987 une détérioration des délais d'acheminement du courrier : 78 % environ des lettres et cartes postales urgentes ont été distribuées le lendemain de leur dépôt (J + 1) et 95 % le surdépensé (J + 2).

FRANÇOISE VAYSSE

NEW-YORK, 12 jan. Moindre mal

Une spirale de la demande en fin de semaine a permis à la Bourse de New-York de limiter la baisse mardi. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a rebondi à la barre 1 900, pour évoluer à 1 928,55 points...

La reprise de demain sera-t-elle suffisante pour redonner un peu de calme à la Bourse ? Les investisseurs restent en attente de nouvelles orientations de la part du président Reagan.

La reprise de demain sera-t-elle suffisante pour redonner un peu de calme à la Bourse ? Les investisseurs restent en attente de nouvelles orientations de la part du président Reagan.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 11 Jan., Cours du 12 Jan. Listing various stocks and their price movements.

LONDRES, 12 jan. Déprimée

La tendance s'est renversée, en fin de séance mardi, à la City, où les investisseurs ont été déprimés par le mouvement de repli de Wall Street.

TOKYO, 13 jan. Nette baisse

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse de 1,33 % mercredi, avec un indice Nikkei en recul de 300,06 yens, à 22 334,99 yens.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 12 Jan., Cours du 13 Jan. Listing Japanese market values.

FAITS ET RÉSULTATS

● Suocma transfère ses turbines à gaz à l'allemand Man. - La Suocma et sa filiale Hispano Suiza (équipements aéronautiques) ont signé un accord avec la société allemande Man Götterdieselmotoren (groupe Man) prévoyant le transfert de l'activité de turbines à gaz de Hispano Suiza à Man.

● Robins : American Home Products s'arracherait sur Sanofi. - American Home Products, sixième fabricant mondial de médicaments, qui avait déjà déposé sa candidature en même temps que Sanofi pour acheter le laboratoire américain A.H. Robins (Le Monde du 26 décembre), vient de proposer son offre en la portant à 700 millions de dollars.

● Baisse du bénéfice de Philips en 1987. - Philips, qui tabillait sur une croissance en 1987 de son bénéfice, a annoncé, le mardi 12 janvier, que, finalement, il serait inférieur à celui de 1986. Le président du groupe néerlandais, M. Cor Van Der Klugt, a attribué cette érosion à la poursuite de la baisse du dollar, aux provisions pour restructuration opérées par l'entreprise et à une baisse de l'utilisation des capacités de production.

● Investcorp rachète la boutique Chaumont de Londres. - La banque d'affaires américaine-américainne Investcorp a racheté la boutique Chaumont de Londres pour 35 millions de francs. La boutique conservera son emplacement, à Bond Street, et la plupart de ses employés.

PARIS :

Second marché (à décaiser)

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dénier, etc. Listing various market values and their corresponding exchange rates.

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NEGOCIABLES le 12-01-88 à 17 heures

Table with columns: Valeurs, PRIX, Options d'achat, Options de vente. Listing option market data.

MATIF

Table with columns: Cours, Échéances. Listing MATIF market data.

INDICES

Table with columns: CHANGES, BOURSES. Listing various financial indices and exchange rates.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: Courbe du jour, Décl. jour, etc. Listing interbank foreign exchange market data.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE-A, SE-B, etc. Listing Euro currency rates.

1988 SHANGHAI FAIR advertisement. Includes text about the fair, dates (Jan 10-18, 1988), location (Shanghai), and contact information for the Shanghai Municipal People's Government Foreign Economic Relations and Trade Commission.

Marchés financiers

BOURSE DU 12 JANVIER

Cours relevés à 17 h 32

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and various stock listings.

Comptant (admission)

SICAV (admission)

12/1

Comptant and SICAV tables containing detailed financial data for various companies and funds, including columns for Valeurs, Cours, and Rendement.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for exchange rates (Cote des changes) and gold market (Marché libre de l'or) with columns for various currencies and gold prices.

c: coupon détaché - o: offert - \* : droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

Handwritten Arabic text: سوق المال

صحة من الاجل

Le Monde

Table with 6 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, ARTS ET SPECTACLES, ÉCONOMIE, SERVICES. Lists various news items and their page numbers.

Les fausses factures de Nancy
Le président de la chambre de commerce de Meurthe-et-Moselle est écroué

NANCY de notre correspondant
Peu après minuit, mercredi 13 janvier, M. Michel Bouriez, directeur général du groupe Cora et président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle...

BOURSE DE PARIS
Matinée du 13 janvier

Net repli
La baisse se poursuivait mercredi 13 décembre. Dès l'ouverture, l'indice de tendance perdait 0,96 %...

Table titled 'Valeurs françaises' with columns for stock names, current prices, and previous prices.

KRACH A LA BOURSE
Il suffit de pousser la porte et traverser la cour...

deux pas de la Bourse. HALLÉ BYS le stock de Pierre d'Alby brade des centaines d'articles de marquerie...

Les ventes d'armes de la société Luchaire
Le général Wautrin dément des propos que lui prêtait le rapport Barba

Le général Armand Wautrin, ancien directeur de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), a été inculpé depuis le 21 décembre de faux et usage de faux, trafic d'influence et corruption de fonctionnaire...

M. Jean-Bernard Raimond a ouvert le symposium sur l'identité culturelle européenne

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a ouvert mercredi matin, 13 janvier, au Centre de conférences internationales de Paris, le symposium sur l'identité culturelle européenne...

Les affaires de la famille Bouriez

« Il n'y a pas de groupe Bouriez », déclarait M. Philippe Bouriez, président des affaires que la famille contrôle, à Médias en juillet dernier...

Advertisement for 'Le Bon Côté de la Décoration chez Rodin' with an image of a woman's face and text about interior decoration services.

Advertisement for 'Le Monde sur minitel' featuring a billiard table and the text 'Jouez au billard 36.15 tapez LEMONDE'.

Sur le vif
La poubelle du monde

Vous m'auriez vu ce matin au métro Pont-Marie, échoué, bouffi, mal réveillé, dérapant, les quatre fers en l'air...

Vers un dépôt de bilan ?
« Le Matin de Paris » devant le tribunal de commerce

Le Matin de Paris, absent des kiosques depuis six jours, est en quête d'une ultime solution de survie. Le conseil de surveillance du quotidien, réuni le mardi 12 janvier...

4 Mach. écrire de bureau chez Duriez -22 à 33%

■ Xerox 6002 • Compacte • Mémoire 6000 caractères • Maintenance à domicile gratuite 3 mois 4900F 3280 F ht.

Décès de la critique dramatique Renée Saurel

La critique dramatique Renée Saurel est décédée le 12 janvier à son domicile parisien. Elle était âgée de soixante-deux ans.

MISE AU POINT

M. Gérard-Charles Bloch, ancien député-maire des Forces françaises de l'intérieur, a été condamné à un an de prison...

Le Rallye Paris-Alger-Dakar
Le Mali interdit le survol de son territoire

La direction du Rallye Paris-Alger-Dakar a retardé, mercredi 13 janvier, le départ de la spéciale de la troisième étape, quelques kilomètres après Niamey...

Le défilé de la critique dramatique

Un dépôt de bilan du quotidien suivi d'une éventuelle liquidation de la société éditrice permettrait aux vingt salariés du Matin de percevoir leur salaire de décembre et leur treizième mois...

Le défilé de la critique dramatique

« MISE AU POINT » M. Gérard-Charles Bloch, ancien député-maire des Forces françaises de l'intérieur, a été condamné à un an de prison...

La nouvelle internationale des intégrismes religieux

France, Iran, Israël, Etats-Unis, Tunisie... L'enquête est dans Passages

Advertisement for 'Passages' magazine, featuring the text 'La nouvelle internationale des intégrismes religieux' and 'L'enquête est dans Passages'.